



4 ANS DE GUERRE, QUEL BILAN EN UKRAINE ?

COMMENT LE CARACTÈRE DE LA GUERRE A CHANGÉ

Par Pierre Clairé, Directeur adjoint des Etudes du Millénaire



AVANT-PROPOS

Le 24 février 2022, beaucoup ont cru assister au retour d'une guerre classique, soit une invasion, avec des colonnes blindées, une capitale menacée, puis un basculement rapide. Quatre ans plus tard, le diagnostic est inverse. Ce conflit n'a pas seulement duré, mais il a muté. Et c'est cette mutation, plus que la question du momentum ou du moral, qui explique où nous en sommes en 2026 et pourquoi les scénarios de sortie restent aussi étroits.

La guerre en Ukraine est devenue un laboratoire cruel de la modernité stratégique. Elle a d'abord démenti l'idée d'une victoire éclair, car l'échec de la décapitation politique de Kiev, l'attrition logistique, puis la reconversion russe vers une campagne plus méthodique ont transformé l'offensive initiale en guerre longue. Elle a ensuite démenti l'idée inverse, celle d'un effondrement russe rapide sous sanctions : Moscou a absorbé le choc, réorienté son économie, reconstitué des chaînes d'approvisionnement, et accepté un coût humain que beaucoup jugeaient politiquement intenable. Ce double démenti a refermé les portes de la guerre courte et ouvert celles de la guerre de système.

Depuis 2023, et plus encore en 2024 et 2025, le conflit s'est stabilisé en un régime d'attrition, où avancer ne signifie plus percer, mais grignoter ; où le terrain se paie non en manœuvres mais en stocks ; où l'innovation tactique se joue moins dans les grandes opérations combinées que dans l'optimisation des flux (drones, obus, défense aérienne, renseignement, réparation, rotation). Une guerre où la transparence du champ de bataille (drones, guerre électronique), la densité des défenses (mines, tranchées, fortifications) et la puissance du feu indirect ont rendu toute percée extraordinairement coûteuse. Ainsi, on ne gagne plus par l'audace seule, on gagne par l'endurance.

Le conflit se lit désormais à travers la vitesse de variation territoriale, le tempo des frappes (drones, missiles, artillerie), l'intensité de la coercition

énergétique, la capacité industrielle (obus, drones, défense aérienne), et la résilience budgétaire. Dans une guerre d'attrition, l'idéologie compte, mais l'idéologie ne remplace pas l'acier ; le courage compte, mais le courage ne remplace pas les obus ; la communication compte, mais la communication ne remplace pas un système de rotation et un stock de défense aérienne.

Ce changement de nature a une conséquence politique majeure, il déplace le centre de gravité de la décision. La guerre ne se joue plus seulement dans l'esprit des peuples, mais dans la capacité des États à mobiliser sans se briser. Pour l'Ukraine, cela signifie tenir sans perdre la cohésion d'un peuple meurtri qui n'accepterait pas la concession. Pour la Russie, cela signifie maintenir l'effort tout en gérant un paradoxe dangereux : une économie de guerre qui fait tenir le système, mais qui l'enferme dans une dépendance et une surchauffe. Pour l'Occident, cela signifie choisir, soit construire une mécanique de soutien durable et crédible, soit accepter que le temps devienne l'allié de celui qui supporte le mieux.

Enfin, le changement de nature explique aussi le retour en force de la diplomatie sous Trump, avec son style brutal. On peut juger la méthode, mais il faut voir ce qu'elle révèle, soit qu'une guerre de système ne se conclut pas par un slogan. Elle ne se conclut que si l'un des acteurs est contraint, ou si l'on fabrique des garanties suffisamment crédibles pour rendre la reprise trop coûteuse. Or, aujourd'hui, la distance entre les objectifs russes (maximalistes et idéologiques) et les contraintes ukrainiennes (territoire, garanties, légitimité) demeure immense. C'est pourquoi l'issue la plus probable ressemble moins à une paix qu'à un cessez-le-feu imparfait, un gel sans souveraineté réglée, toujours menacé de reprise.

Ainsi, nous ne sommes plus dans la phase où la guerre est un évènement. Nous sommes dans la phase où la guerre est une structure. Et tant qu'on n'analyse pas la structure, on se trompe sur la sortie de guerre et on se berce d'illusions.

AVANT-PROPOS	2
<i>4 années qui ont transformé la guerre.....</i>	6
Du choc à l'attrition : Comment le caractère de la guerre a changé (2022-2026).....	6
2022 : la guerre de mouvement qui échoue	7
Pourquoi les fronts se stabilisent : la naissance d'un système d'attrition	7
Ce que signifie avancer en 2025–26.....	9
Trois indicateurs durs : territoire, tempo de frappe, coercition énergétique	10
Pourquoi, dans ce jeu d'attrition, la Russie mène en 2025, et ce que cela coûte.....	12
Les trois équilibres qui comptent sur le champ de bataille	14
Disponibilité humaine	14
Capacité industrielle : obus, drones, défense aérienne.....	16
Endurance économique.....	19
Le paradoxe de l'économie de guerre russe	21
<i>Les enjeux des négociations.....</i>	24
L'objectif final constant de la Russie et pourquoi elle reste maximaliste	24
Le Donbass n'est pas une demande : c'est un test de souveraineté.....	24
Les objectifs de guerre n'ont jamais été seulement territoriaux.....	25
Cessez-le-feu ne veut pas dire fin de guerre : l'art russe de figer pour dominer.....	26
Pourquoi le maximalisme est rationnel... pour le Kremlin	27
Retour en arrière	28
La grandeur comme obligation	30
Le triangle des contraintes de l'Ukraine	33
Premier point : souveraineté et territoire	33
Deuxième point : garanties de sécurité.....	34
Troisième point : légitimité intérieure	35
Le fin mot.....	36
<i>Trump comme force motrice, et non comme magicien : ce qui a réellement changé et quelle issue est la plus probable.....</i>	38
Ce qui est véritablement nouveau sous Trump	38
Les deadlines : la diplomatie par l'échéance, même si la promesse initiale était intenable	38
La pression : une logique qui rompt avec l'approche 2022–24	39
Là où Trump change vraiment le jeu, c'est en mettant un plan sur la table.....	40
L'échec apparent, et la réussite paradoxale	41

Pourquoi Trump ne peut toujours pas mettre fin seul à la situation	43
Le résultat le plus probable : un cessez-le-feu imparfait avec une souveraineté non résolue.....	47
1) On gèle aujourd'hui, on marchandé demain... et le risque de reprise des affrontements devient structurel.....	47
2) Variantes « DMZ / zone tampon / zone spéciale »	49
3) Pas d'accord, la guerre ouverte s'éteint médiatiquement, mais continue militairement ou le scénario du grignotage	49
Le verrou final : Poutine reste le maître des horloges.....	51
CONCLUSION.....	53

4 ANNEES QUI ONT TRANSFORME LA GUERRE

DU CHOC A L'ATTRITION : COMMENT LE CARACTERE DE LA GUERRE A CHANGE (2022-2026)

La guerre n'est plus la même 4 années après l'invasion du 24 février 2022. Elle n'est plus, au sens classique, **une campagne faite de percées et d'encerclement, mais une guerre d'attrition**. La ligne de front a cessé d'être un simple tracé géographique pour devenir une profondeur saturée de capteurs, de mines, d'artillerie, de drones et de frappes, où l'on avance moins en kilomètres et multiplie les coûts (pertes, munitions, temps, fatigue opérationnelle, épuisement politique). La stabilisation relative des fronts ne signifie pas l'immobilité : **elle indique que la manœuvre décisive s'est heurtée à une transparence tactique et opérationnelle, caractéristique de notre époque hyperconnectée**, qui pénalise toute concentration de forces et rend l'offensive coûteuse, lente, et souvent marginale. Dans ce cadre, ce que l'on appelle encore avancée en Ukraine en 2025–26 renvoie à une progression à bas tempo, fondée sur l'érosion, la destruction méthodique de l'ennemi, l'occupation de micro-territoires utiles (villages, lisières, crêtes, carrefours), et la conversion d'un avantage d'endurance en gains incrémentaux. Les indicateurs durs confirment ce glissement : rythme de changement territorial relativement faible mais régulier, hausse du tempo de frappe (drones et missiles en masse), et coercition énergétique récurrente visant à dégrader la résilience sociale et logistique ukrainienne. Dans ce jeu d'attrition, la Russie a pris l'avantage en 2025 sur le seul critère territorial, au prix de pertes très élevées, en engrangeant ses gains les plus importants depuis la première année de l'invasion.¹²

¹ **Institute for the Study of War (ISW)**. *Russian Offensive Campaign Assessment*, December 31, 2025. Washington, D.C: ISW, 31 décembre 2025.

² **AFP (via The Moscow Times)**. *Russian Army Makes Biggest Territorial Gains in 2025 Since First Year of Full-Scale Invasion*. The Moscow Times, 2 janvier 2026.

2022 : la guerre de mouvement qui échoue

L'année 2022 appartient déjà à une autre guerre, un autre temps, et peut sembler assez lointaine. À l'époque, Moscou tente un pari de décapitation politique et de dislocation rapide (prise de la capitale, effondrement du commandement, effroi stratégique, puis négociation depuis une position de force). L'échec de cette manœuvre initiale ne doit pas être réduit à une erreur russe, il a montré la robustesse d'une défense nationale mobilisée, l'adaptation ukrainienne, le courage des Ukrainiens à qui l'on promettait l'enfer face à ce qui devait être une des meilleures armées du monde, mais il ne faut pas oublier que la guerre dépend aussi de la capacité à voir, tenir, approvisionner, remplacer et réparer, et à ce jeu c'est bien l'Ukraine qui s'est montrée meilleure.

Dès 2022, deux leçons structurantes apparaissent. D'abord, **la supériorité numérique ou matérielle ne suffit pas si elle ne se convertit pas en vitesse stratégique** ; or la vitesse se brise sur la logistique, la résistance locale et les contre-feux. Ensuite, **la profondeur du théâtre (au sens des réseaux, des routes, des dépôts, des nœuds ferroviaires, des ponts, des stations électriques, des télécommunications) devient aussi décisive que la ligne de front elle-même**. La Russie a vite oublié que la guerre a évolué avec le temps, comme en atteste les écrits sur les différents types de guerre³ alors que nous n'étions clairement plus sur un modèle de Blitzkrieg ou guerre de troisième génération, mais que la guerre asymétrique avait pris le dessus. Cette guerre-là, très vite, n'est pas seulement une bataille de brigades, c'est une bataille de systèmes.

Pourquoi les fronts se stabilisent : la naissance d'un système d'attrition

Si la ligne se fige progressivement, ce n'est pas parce que les belligérants manqueraient d'intentions offensives, mais car l'architecture du champ de bataille a changé : **la densité de capteurs et de feux (ou des drones) ou les**

³ **Defense Technical Information Center (DTIC).** *Military Review*, vol. 87, n° 3 (mai-juin 2007). Rapport technique ADA521639, Département de la Défense des États-Unis, 2007.

défenses fortes rendent la manœuvre de rupture extraordinairement difficile à soutenir dans la durée. Ce basculement peut se décrire comme un passage vers une guerre d'usure où la victoire se joue autant dans l'industrie, la mobilisation et la résilience que dans la tactique.⁴⁵

Trois mécanismes s'imbriquent ici :

- Premièrement, **la transparence du champ de bataille**, ce qui est une nouveauté. Les drones de reconnaissance, l'imagerie, le renseignement multi-sources et les réseaux d'observation réduisent l'espace de surprise dans cette guerre. Les concentrations de forces deviennent visibles, donc frappables ; les axes logistiques deviennent traçables, donc vulnérables. Dans ces conditions, rester sur place et poster ses forces au même endroit n'est plus seulement un choix tactique, c'est une prise de risque.
- Deuxièmement, **la densification défensive, avec des systèmes et constructions fortes et efficaces**. Les champs de mines, les obstacles, les tranchées, la dispersion des unités et l'intégration artillerie-drones ralentissent le tempo offensif indubitablement. La défense devient active, bien plus que l'attaque ; elle repère, fixe, frappe, puis se replie parfois sur une ligne préparée suivante, en forçant l'assaillant à payer chaque mètre pris au prix fort.
- Troisièmement, **la composante industrielle et humaine**. Une guerre de haute intensité consomme des munitions et des hommes à un rythme que les armées modernes, même grandes, peinent à soutenir sans adaptation massive. Le facteur déterminant n'est plus la fulgurance opérationnelle d'un mois, sorte de guerre éclair, mais la capacité à durer douze mois de plus que l'adversaire, en remplaçant

⁴ **GADY, Franz-Stefan ; KOFMAN, Michael.** « *Making Attrition Work: A Viable Theory of Victory for Ukraine* ». *Survival*, vol. 66, n° 1, février-mars 2024, p. 7-24.

⁵ **WATLING, Jack ; REYNOLDS, Nick.** « *Tactical Developments During the Third Year of the Russo-Ukrainian War*. » Londres : Royal United Services Institute (RUSI), 14 février 2025.

les pertes, en régénérant les unités, en reconstituant les stocks, en maintenant le soutien politique.

À ce mélange inédit s'ajoute un élément trop souvent sous-estimé : la guerre aérienne non-conventionnelle. L'absence de supériorité aérienne totale, combinée à la prolifération de défenses et de drones, fait du ciel un espace disputé où l'on frappe beaucoup, mais où l'on contrôle rarement de manière absolue. Ainsi, l'offensive terrestre perd un accélérateur historique (l'appui aérien massif et continu), et bascule vers une progression plus lente, plus fragmentée, plus coûteuse.

Ce que signifie avancer en 2025–26

En 2025–26 en Ukraine, **avancer ne veut plus dire franchir cent kilomètres en 10 jours, les Russes**, qui semblent avoir l'ascendant, se sont fait à l'idée. Cela signifie, le plus souvent, grignoter une profondeur tactique, améliorer une position de feu, contourner un point d'appui, prendre une lisière, sécuriser une route secondaire, ou forcer l'ennemi à abandonner un saillant devenu intenable. Le vocabulaire des communiqués (« libéré », « pris », « repoussé ») masque la réalité : l'unité de mesure n'est pas le kilomètre, mais la dépense, les pertes matérielles et humaines. Et bien souvent on prend un village fantôme, complètement détruit...

Le tempo est faible parce que chaque tentative de rupture exige une séquence lourde : renseignement, déminage, suppression de l'artillerie adverse, neutralisation des drones, couverture anti-aérienne, puis exploitation, et l'exploitation est précisément ce qui échoue le plus souvent, car la seconde ligne n'est plus un vide : elle est un autre rideau de feux et d'obstacles. Les rares bonds sont fréquemment suivis d'une stabilisation, voire d'un reflux, si la logistique ne suit pas ou si l'ennemi rétablit ses feux.

Le coût est élevé car l'attrition n'est pas un accident de la guerre moderne, c'en est devenu une composante à part entière. Le défenseur impose à l'assaillant un problème de déminage et de franchissement ; l'assaillant, pour progresser, s'expose ; l'exposition est plus facilement

détectée ; la détection déclenche les feux ; les feux génèrent des pertes ; et ces pertes ralentissent encore l'offensive ; cercle vicieux auto-entretenu. Les études de terrain soulignent cette logique de systèmes de combat, où drones, artillerie et fortifications produisent un environnement hostile et qui pénalise toute mobilité non protégée.⁶⁷

Trois indicateurs durs : territoire, tempo de frappe, coercition énergétique

Le rythme de changement territorial : lent, mais non nul.

Les synthèses de fin 2025 indiquent que les gains russes, bien que modestes rapportés à l'échelle d'un pays, ont été continus et mesurables. **L'Institute for the Study of War (ISW) estime que les gains russes en 2025 représentent environ 0,8 % du territoire ukrainien**⁸. D'autres compilations basées sur des données de l'ISW avancent un ordre de grandeur d'environ 5 600 km² capturés par la Russie en 2025, soit, là encore, moins de 1 % de l'Ukraine, mais davantage que sur les années précédentes (hors 2022)⁹. Les suivis hebdomadaires agrégés montrent aussi une cadence moyenne de gains mensuels en 2025 (exprimée en miles carrés) qui illustre cette progression incrémentale, ce n'est pas une percée, c'est un grignotage régulier du terrain.

Depuis 2024, la Russie n'a réussi à prendre que 1,5% du territoire ukrainien¹⁰, ce qui montre bien l'enlisement de l'offensive (même si les avancées ont été plus fortes en 2025 et que des villes/villages stratégiques vont tomber sous peu en 2026).

⁶ Ibid.

⁷ **Transatlantic Dialogue Center (TDC)**. *Ukraine's Long War: Changing Strategies and Great Power Competition*. Kyiv : TDC, 7 novembre 2025.

⁸ **Institute for the Study of War (ISW)**. *Russian Offensive Campaign Assessment, December 31, 2025*. Washington, D.C. : ISW, 31 décembre 2025.

⁹ **AGENCE FRANCE-PRESSE (AFP)**. « *Russian Army Makes Biggest Territorial Gains in 2025 Since First Year of Full-Scale Invasion* ». *The Moscow Times*, 2 janvier 2026.

¹⁰ **MÉHEUT, Constant**. « *Russia Presses Forward at a Glacial Pace Near Key Eastern Ukrainian Towns* ». *The New York Times*, 10 février 2026.

Le tempo de frappe

La guerre devient industrielle dans le ciel autant que sur le sol. Les chiffres publiés fin janvier 2026, donnent une idée de la densité dans cette guerre : le président ukrainien évoque plus de 1 700 drones, plus de 1 380 bombes guidées et 69 missiles utilisés en une seule semaine¹¹. Même si toute statistique de guerre doit être maniée avec prudence, propagande oblige, l'ordre de grandeur décrit une réalité stratégique et la frappe n'est plus ponctuelle, elle est rythmée, répétitive, conçue pour saturer les défenses et user les stocks. On observe des vagues massives (centaines de drones et dizaines de missiles) visant, de manière récurrente, des infrastructures critiques ukrainiennes¹²¹³.

L'énergie comme champ de bataille

L'hiver 2025–26 en Ukraine illustre brutalement la logique coercitive avec des frappes sur le réseau électrique et thermique, des coupures (le mauvais temps n'aidant pas), des réparations, puis de nouvelles frappes russes. À la suite d'une attaque majeure, des centaines, parfois des milliers, d'immeubles peuvent se retrouver sans chauffage ; à l'échelle nationale, des millions de logements et bâtiments peuvent être affectés par des coupures, au cœur de températures négatives¹⁴. De plus, après 4 ans de guerre, le réseau électrique ukrainien a été durablement endommagé et une simple vague de froid peut isoler des dizaines de milliers de personnes. Les Nations unies observent aussi une intensification des attaques contre l'infrastructure énergétique à certains moments, avec un impact direct sur les civils.¹⁵ L'énergie n'est donc pas un dommage collatéral, elle est un levier, conçu

¹¹ **REUTERS.** « *Around 1,700 Kyiv Apartment Blocks Still Without Heating After Russian Strike* ». Reuters, 25 janvier 2026.

¹² **Russia Matters.** *The Russia-Ukraine War Report Card*. Cambridge, MA : Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard Kennedy School, 21 janvier 2026.

¹³ Ibid.

¹⁴ **REUTERS.** « *Around 1,700 Kyiv Apartment Blocks Still Without Heating After Russian Strike* ». Reuters, 25 janvier 2026.

¹⁵ **OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS (OHCHR).** « *Ukraine Faces Intensified Attacks on Energy Infrastructure Amid Continued High Civilian Casualties, UN Monitors Say* ». Kyiv : OHCHR, 13 février 2026.

pour peser sur l'effort de guerre ukrainien, sur la cohésion sociale, sur la capacité industrielle et sur la logistique.

Ces 3 indicateurs disent la même chose : **la guerre s'est transformée en une compétition d'endurance** où l'on mesure la performance moins à la surprise qu'à la capacité de produire, frapper, réparer...et surtout recommencer.

Pourquoi, dans ce jeu d'attrition, la Russie mène en 2025, et ce que cela coûte

Dire que la Russie a pris l'avantage dans cette guerre exige une précision : **elle mène sur le plan du gain territorial à n'en pas douter, c'est-à-dire sur la conversion brute de l'effort militaire en kilomètres carrés contrôlés.** Les gains russes sur 2025 sont les plus importants depuis 2022¹⁶. Mais l'essentiel est ailleurs car ce résultat a été payé cher, très cher, au prix de morts et de pertes matérielles plus importantes que chez les Ukrainiens.

Les évaluations des pertes russes (variables selon les méthodes, car aucune certitude sur les pertes réelle existe) convergent néanmoins sur l'idée que l'attrition est massive et les pertes sont très importantes. Des estimations britanniques (jugées sérieuses et confirmées par d'autres), **évoquent pour octobre 2025 un total de pertes russes (tués et blessés) dépassant le million depuis le début de l'invasion, avec une estimation d'environ 1 118 000 soldats morts ou blessés.**¹⁸ Dans le même temps, les gains territoriaux sont décrits comme incrémentaux et limités et obtenus à un coût humain élevé, dans un environnement où drones de reconnaissance et drones d'attaque empêchent les mouvements rapides comme en mars 2022¹⁹. Ici, l'attrition prend tout son sens alors que la Russie est capable de subir des pertes élevées parce **qu'elle estime que le ratio stratégique lui est**

¹⁶ **AGENCE FRANCE-PRESSE (AFP).** « Russian Army Makes Biggest Territorial Gains in 2025 Since First Year of Full-Scale Invasion ». *The Moscow Times*, 2 janvier 2026.

¹⁷ **INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW).** *Russian Offensive Campaign Assessment, December 31, 2025*. Washington, D.C. : ISW, 31 décembre 2025.

¹⁸ **RUSSIA MATTERS.** *The Russia-Ukraine War Report Card*. Cambridge, MA : Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard Kennedy School, 23 décembre 2025.

¹⁹ **REUTERS.** « Ukraine's Military Chief Says Russia's 2025 Offensives Have Failed ». *Reuters*, 26 septembre 2025.

favorable, ou du moins supportable politiquement et socialement (rappelons que le Kremlin ne parle pas de guerre, mais bien d'opération spéciale et refuse de déclarer la conscription généralisée). De plus il fait appel à des **mercenaires** (Wagner ou les Khadirovski sont les plus connus), mais aussi des étrangers comme les Népalais, attirés par le solde important pour eux, évitant toute conscription. Dans un système d'attrition, l'assaillant peut gagner des territoires tout en souffrant, si sa capacité de remplacement (mobilisation, recrutement, rotation, coercition interne, économie de guerre) tient mieux que celle de l'adversaire. Ainsi, **la guerre se décide autant par la régénération des forces et la production de munitions que par la manœuvre sur le terrain**²⁰²¹.

Ajoutons un paradoxe : **plus le champ de bataille devient transparent et saturé, plus la compétence décisive devient l'aptitude à orchestrer des attaques répétées, méthodiques, avec un apprentissage tactique constant**. Une logique de petites offensives peut alors produire des gains cumulés, même sans percée. C'est ce que l'on observe dans les descriptions des opérations russes de 2025, pression continue, usage massif de drones, d'artillerie et de bombes guidées, et acceptation d'un coût humain élevé.

De 2022 à 2026, la guerre en Ukraine a changé de caractère : du choc initial et des illusions de guerre rapide, elle est devenue une compétition d'attrition structurée par la transparence du champ de bataille, la modernité, la densité des défenses, la multiplication des drones et des frappes, et les populations prises pour cible via des attaques sur l'énergie. Les maigres avancées de 2025–26 ne sont pas des percées russes ; **ce sont des micro-conversions, coûteuses, d'un avantage de feu et d'endurance en gains territoriaux**. À ce jeu, la Russie a été en tête en 2025, mais au prix de pertes humaines et matérielles considérables²².

²⁰ **CLARK, Mason et al.** *The Russian Military: Forecasting the Threat*. Washington, D.C. : Institute for the Study of War (ISW), octobre 2025.

²¹ **TRANSATLANTIC DIALOGUE CENTER (TDC).** *Ukraine's Long War: Changing Strategies and Great Power Competition*. Kyiv : TDC, 7 novembre 2025.

²² **AGENCE FRANCE-PRESSE (AFP).** « Russian Army Makes Biggest Territorial Gains in 2025 Since First Year of Full-Scale Invasion ». *The Moscow Times*, 2 janvier 2026.

LES TROIS EQUILIBRES QUI COMPTENT SUR LE CHAMP DE BATAILLE

Dans cette guerre d'attrition longue qui dure depuis maintenant 4 ans, trois équilibres matériels qui structurent la capacité d'un belligérant à durer ont été amené à compter énormément : (1) **la disponibilité humaine (et surtout la rotation des effectifs)**, (2) **la capacité industrielle (munitions, drones, défense aérienne)**, et (3) **l'endurance économique** (financer l'État, encaisser les chocs, reconstruire sous les frappes). En Ukraine, ces trois balances pèsent plus lourd que les discours, les symboles, et même que certaines victoires tactiques.

Disponibilité humaine

En Ukraine, l'infanterie s'épuise plus vite qu'elle ne se brise. La rupture, sur un front saturé par les drones et l'artillerie, vient rarement d'une panique soudaine ; elle vient du fait qu'une unité cesse d'être relevée, que ses cadres se raréfient, que les blessés ne reviennent pas, que la fatigue chronique altère la décision, et qu'à la fin, l'organisation elle-même se dégrade. Dans cette guerre qui dure, le problème de gestion de ressources humaines est important et détermine énormément. Le soldat tient tant qu'il sait qu'il ne passera pas des mois sur le front, mais qu'il pourra décompresser. Quand il reste posté trop longtemps et n'est pas remplacé, le moral s'effrite, et l'autorité se dissipe.

Côté ukrainien, la question de la relève est devenue un sujet politique autant que militaire. Les débats autour des règles de mobilisation et de démobilisation (limites de durée de service, exemptions, obligations, formation) ont précisément pour objet de recréer des marges de rotation pour des troupes qui sont à bout, engagées sans véritable horizon de relève depuis 2022. Dès 2024 l'un des points les plus sensibles et débattu était l'idée d'une démobilisation après 36 mois de service continu et, au-delà, la nécessité de remplacer des soldats épuisés alors même que l'armée manque

de réserves disponibles²³²⁴. Ces discussions se sont tenues, alors que les troupes sur le front étaient épuisées et que les efforts titanesques et héroïques de 2022 semblaient bien loin. La fatigue des hommes est un facteur important de cette guerre, car elle affecte la vigilance, l'initiative, la discipline de feu des soldats, rendant la rotation nécessaire²⁵²⁶.

Pour répondre aux critiques, Kiev a élargi le vivier pour ainsi donner de l'air à ses soldats. La baisse de l'âge de mobilisation de 27 à 25 ans est l'un des marqueurs les plus nets de ce tournant : c'est la reconnaissance que la guerre est entrée dans une phase où l'infanterie (pas seulement les drones ou les missiles) redevient la norme du front²⁷ et que plus d'hommes sont nécessaires pour tenir les cadences et soulager les soldats. Mais ce choix a un coût social et politique immédiat, puisqu'il touche au cœur d'une société déjà touchée de plein fouet par l'exil, la destruction, et l'érosion démographique. Dans un État démocratique, la mobilisation n'est jamais un simple acte administratif, elle se négocie avec l'opinion, les familles, les élites économiques, les réseaux locaux. Tout n'est pas possible...

Côté russe, l'avantage n'est pas seulement démographique ; il est organisationnel et politique. Moscou a démontré une capacité à alimenter le front sans annoncer une mobilisation générale permanente, en combinant incitations financières (ce qui motive de nombreux soldats issus de minorités pauvres de s'engager, ainsi que des étrangers), recrutement régional agressif, recours à des populations vulnérables (prisonniers, migrants, étrangers), et pression plus ou moins directe²⁸. **La donnée la plus parlante est le volume de contrats signés : selon Dimitri Medvedev,**

²³ **REUTERS.** « *Embattled Ukraine Moves to Tighten Army Mobilisation Rules* ». Reuters, 31 janvier 2024.

²⁴ **REUTERS.** « *Ukraine's Govt Submits Amended Mobilisation Bill to Parliament* ». Reuters, 30 janvier 2024.

²⁵ **REUTERS.** « *What Does Ukrainian Mobilisation Bill Entail?* ». Reuters, 11 avril 2024.

²⁶ **LE MONDE.** « *Ukrainian Soldiers' Rotations on the Front Line Are Growing Ever Longer* ». Le Monde, 8 novembre 2025.

²⁷ **REUTERS.** « *Ukraine's Zelenskiy Signs Bill Lowering Mobilisation Age for Combat Duty to 25* ». Reuters, 2 avril 2024.

²⁸ **ASSOCIATED PRESS (AP).** « *Russia-Ukraine War: Moscow Recruits Foreigners to Fight* ». Associated Press, 2024.

environ 450 000 en 2024, puis plus de 422 000 en 2025²⁹. Cette mécanique crée un flux relativement continu, qui permet de soulager la force après pertes sans pour autant signifier une rupture politique que pourrait entraîner une mobilisation totale.

Mais cet avantage est lui-même conditionné au coût marginal du soldat. Plus la guerre dure, plus il faut payer cher pour recruter volontairement (prime, solde, avantages), plus la qualité moyenne baisse, plus la formation se compresse (les plus aguerris ayant déjà été envoyés et les temps de formation étant courts, on envoie des soldats moins formés au front), et plus la rotation devient elle aussi problématique. Or les envois d'hommes russes se font dans un contexte de marché du travail tendu et de pénuries de main-d'œuvre liées à la fois au recrutement militaire et à l'émigration. Le recrutement et les départs de main d'œuvre jeune et qualifiée créent des tensions structurelles dans l'économie russe.³⁰ Et en 2025, la banque centrale elle-même parlait d'une économie en surchauffe, dont le refroidissement serait mécaniquement plus brutal que le temps passe et que la surchauffe avait été forte³¹. Dans ce sens, **le manpower n'est pas seulement une question de réservoir humain, c'est une contrainte macroéconomique, plus de soldats cela veut dire moins d'ouvriers pour faire marcher l'économie, qui dépend de l'effort de guerre.**

Capacité industrielle : obus, drones, défense aérienne

Dans une guerre où les fronts bougent peu, la supériorité ne se mesure plus par des percées spectaculaires, mais par la capacité à produire et consommer en masse. L'attrition impose une arithmétique crue : qui peut tirer plus longtemps, remplacer plus vite, adapter plus rapidement, gagner du terrain (même peu) et surtout imposer à l'autre un rythme acharné qui

²⁹ **REUTERS.** « *Some 450,000 Russians Signed Contracts to Serve in Army in 2024, Says Medvedev* ». Reuters, 24 janvier 2025.

³⁰ **REUTERS.** « *After Three Years of War, Trump Hands Russian Economy a Lifeline* ». Reuters, 24 février 2025.

³¹ **REUTERS.** « *Russia's Nabiullina and Her Deputy Zabotkin on Rates, Economy and the Budget* ». Reuters, 12 septembre 2025.

va l'épuiser. Le centre de gravité, désormais, c'est la guerre-économie, ou guerre presque totale.

Le premier facteur, le plus classique, reste **l'artillerie**. 2022–23 ont réhabilité le duel de feux ; 2024–25 l'ont transformé en compétition industrielle. Selon le renseignement militaire ukrainien, **en 2024 la Russie aurait produit autour de 2 millions d'obus (122 et 152 mm) et importé environ 2,7 millions supplémentaires de Corée du Nord**³². Même en tenant compte des incertitudes inhérentes à ce type d'estimations, l'ordre de grandeur montre la capacité russe à combiner production nationale et externalisation vers des partenaires sanctionnés mais disponibles et fiables (les munitions nord-coréennes sont datées, mais fonctionnelles, alors que nous ne sommes pas capables d'en produire autant en Europe). Les livraisons nord-coréennes, ont permis de soutenir la consommation d'obus sur la durée, qui sont consommés à grande échelle sur le front³³.

Surtout, Moscou investit pour prolonger ce régime et ainsi prendre l'ascendant durablement. Une nouvelle ligne de production d'explosifs en Sibérie est venue renforcer cette idée car on ne construit pas ce type de capacité pour une campagne de quelques mois, mais pour une guerre longue où l'explosif (poudre, charges, amorces) redevient la ressource critique³⁴. L'Ukraine et ses soutiens européens, de leur côté, ont lancé une montée en puissance industrielle, mais avec des délais, des contraintes de chaîne d'approvisionnement et des ralentissements politiques lourds (sur ce point, un régime autoritaire a ses avantages). **La Commission européenne, par exemple, a explicité dès 2024 l'objectif d'augmenter la capacité de production de munitions jusqu'à 2 millions d'obus par an d'ici fin 2025**, ce qui donne une indication utile de l'échelle, et des limites temporelles, du

³² **REUTERS.** « *Russia Building Major New Explosives Facility as Ukraine War Drags On* ». Reuters, 8 mai 2025.

³³ **CRANNY-EVANS, Samuel.** « *Brothers in Arms: Assessing North Korea's Contribution to Russia's War in Ukraine* ». Londres : Royal United Services Institute (RUSI), 6 mai 2025.

³⁴ **REUTERS.** « *Russia Building Major New Explosives Facility as Ukraine War Drags On* ». Reuters, 8 mai 2025.

rattrapage³⁵. Mais cet objectif ambitieux n'a pas été atteint, alors que la désindustrialisation de ces dernières années a fait mal à l'Europe, et ce sont bien les achats à des pays tiers qui permettent à l'Europe de tenir les cadences de livraison (initiative tchèque).

Le deuxième facteur, plus récent mais devenu dominant, est le drone. La révolution de la guerre en Ukraine et surtout des dernières années de guerre tient moins au fait que les drones existent (ils existent depuis 2022), qu'au passage à la masse et à l'institutionnalisation : production en série, doctrine, chaîne logistique, incitations, mesure d'efficacité, drone moins onéreux qui servent de kamikaze... On voit une intensification radicale des frappes par drones, jusqu'à devenir la majorité des frappes sur le champ de bataille, avec des drones peu chers mais efficaces³⁶. Côté russe, les signaux convergent vers une industrialisation du drone de longue portée (type Shahed/Geran) et une diffusion massive des FPV. On peut citer **une usine de drones au Tatarstan, devenue un symbole de cette bascule industrielle alors que la production est intensifiée**. La question n'est pas seulement la quantité : c'est la vitesse d'itération, l'adaptation électronique, la disponibilité des composants malgré les sanctions. Pour répondre à cela, l'implication d'experts chinois dans des développements de drones au sein d'un industriel russe sous sanctions existe, ce qui éclaire les voies de contournement technologiques en Russie³⁷.

Le troisième facteur est **la défense aérienne**, devenue le goulot de l'endurance et de la domination. L'attrition ne se joue pas seulement au sol, elle se joue dans la capacité à empêcher que l'arrière (réseau électrique, nœuds ferroviaires, dépôts, usines, villes) soit dégradé. Or la défense aérienne moderne repose sur des missiles coûteux, des radars complexes, des stocks lents à reconstituer. Il faut signaler la rareté structurelle des

³⁵ **COMMISSION EUROPÉENNE.** « *Ukraine: EU Reinforces Support and Adopts New Measures Against Russia* ». Bruxelles : Commission européenne, 2024.

³⁶ **BUSINESS INSIDER.** « *Over 80% of Every Battlefield Hit Against Russia Is Now Being Carried Out by a Drone, Zelenskyy Says* ». *Business Insider*, janvier 2026.

³⁷ **REUTERS.** « *Chinese Drone Experts Worked With Sanctioned Russian Arms Maker, Sources Say* ». *Reuters*, 25 septembre 2025.

systèmes et des intercepteurs Patriot côté ukrainien, la lenteur relative de l'augmentation des cadences, et la dépendance des flux d'aide. Dans le même temps, l'Europe tente d'augmenter ses capacités (IRIS-T, par exemple), mais sur un horizon de plusieurs années, et dans un contexte où les stocks occidentaux ont déjà été entamés³⁸.

L'avantage comparatif russe n'est pas une supériorité technique absolue, mais une capacité à maintenir un niveau de production et de consommation militaire élevé, en acceptant une inefficience économique que les démocraties ont plus de mal à tolérer. La Russie peut produire et adapter, mais elle peine à moderniser profondément certains segments sous contraintes de sanctions et de dépendances technologiques, ce qui oblige à arbitrer entre quantité et qualité³⁹. Pourtant, **dans une guerre d'attrition, la quantité soutenable devient elle-même une qualité stratégique.**

Endurance économique

Le troisième équilibre est celui qui permet d'absorber les deux autres : la capacité à financer la mobilisation humaine et la montée industrielle sur plusieurs exercices budgétaires, tout en encaissant les frappes sur l'infrastructure et la désorganisation. Pour l'Ukraine, cette endurance est, par construction, partiellement externalisée car elle dépend du soutien budgétaire et financier des partenaires occidentaux, sans lequel l'État ne peut simultanément payer l'armée, maintenir les services essentiels et stabiliser sa monnaie.

La Banque mondiale indique qu'une masse de soutien financier sans précédent a été mobilisée depuis 2022 pour maintenir l'État ukrainien à flot. L'Union européenne a institutionnalisé une partie de cette aide avec la « Ukraine Facility » (jusqu'à 50 milliards d'euros sur 2024-2027) et des

³⁸ **REUTERS.** « *Diehl to Boost Production of IRIS-T Air Defence Used in Ukraine, CEO Says* ». Reuters, 22 janvier 2026.

³⁹ **BOULÈGUE, Mathieu.** *Russia's Struggle to Modernize Its Military Industry (Conclusion)*. Londres : Chatham House, 21 juillet 2025.

décaissements réguliers conditionnés à des réformes⁴⁰, ainsi que de nombreux dons et prêts. Le FMI, de son côté, travaille explicitement sur des horizons 2026–2029 et estime un besoin de financement cumulé d'une ampleur qui excède de loin la seule logique militaire et l'effort de guerre, c'est la survie macroéconomique sous guerre qui est ici en jeu.⁴¹ Et, signe de la pérennisation du conflit, la Commission européenne a présenté un dispositif de prêt de 90 milliards d'euros pour 2026–2027, preuve que le financement de l'Ukraine est désormais pensé comme une ligne pluriannuelle structurante, non comme une enveloppe occasionnelle⁴².

Dans cette configuration, **les frappes russes sur l'énergie et les infrastructures ne sont pas seulement des actes de coercition psychologique ; elles sont une stratégie d'attrition économique**⁴³. Elles visent à augmenter le coût marginal de la résilience, à forcer l'Ukraine (et ses alliés) à consacrer des ressources importantes à la réparation et à la défense, et à transformer l'hiver en multiplicateur de crise. Certains alertent sur une catastrophe humanitaire potentielle, la perte d'une part majeure de capacités de génération d'électricité, et des coûts de reconstruction se comptant en dizaines de milliards de dollars⁴⁴. Cette dimension est fondamentale car dans une guerre d'attrition, détruire une turbine ou un transformateur c'est créer une dépense de réparation qui pèse sur le budget autant qu'un mois de combat.

Pour la Russie, l'endurance économique relève de la capacité à réorienter l'économie vers l'effort de guerre, à accepter un déficit plus élevé, à relever des impôts, à redéployer l'industrie, tout en absorbant les sanctions. C'est le passage à l'économie de guerre. La Russie se prépare encore à davantage

⁴⁰ **Commission Européenne.** *Ukraine Facility*. Bruxelles : Commission européenne, 2024.

⁴¹ **FMI.** « *Ukraine: Agreement on New US\$8.1 Billion 48-Month Extended Fund Facility Arrangement* ». Washington, D.C. FMI, 26 février 2026.

⁴² **THE GUARDIAN.** « *Ukraine to Buy Weapons From Non-European Suppliers With €90bn EU Loan* ». *The Guardian*, 14 janvier 2026.

⁴³ **BANQUE MONDIALE.** *World Bank Emergency Financing Package for Ukraine*. Washington, D.C. : World Bank, 2026.

⁴⁴ **REUTERS.** « *Ukraine Needs Energy Ceasefire, Catastrophe Looming, Top Power Executive Says* ». *Reuters*, 23 janvier 2026.

d'austérité et de hausses de taxes sous la pression des dépenses de défense et de sécurité, alors que le déficit se creuse et que les revenus énergétiques subissent la contrainte des sanctions et des prix⁴⁵. Les estimations de l'effort budgétaire russe convergent vers une part exceptionnellement élevée de l'économie nationale, ce qui, dans le langage d'une guerre longue, Moscou a accepté une militarisation durable de la dépense publique. Et le passage en économie de guerre est consommé⁴⁶.

L'avantage russe tient moins à une meilleure économie qu'à une meilleure capacité de contrainte. Un régime autoritaire peut imposer des arbitrages socialement coûteux (réorientation industrielle, contrôle du débat public, compression de certaines dépenses sociales et d'infrastructures...) sans passer par les cycles électoraux qui pèsent sur les démocraties. Cela ne supprime pas les contraintes économiques (inflation, taux qui s'envolent, monnaie faible, pénuries...) mais cela en retarde le coût politique. Les propos de la gouverneure de la Banque Centrale Russe Nabioullina, évoquant explicitement une surchauffe et la nécessité d'un refroidissement via des taux d'intérêts plus élevés, montrent toutefois que la contrainte finit par remonter à la surface, même dans un système verrouillé⁴⁷.

Le paradoxe de l'économie de guerre russe

Le cœur du dossier tient en une contradiction qui dicte une partie de ce que nous observons depuis 2023 : la Russie bénéficie de l'économie de guerre, mais l'économie de guerre menace la Russie.

Elle lui bénéficie d'abord parce qu'elle transforme la supériorité relative en résultat. Sur un front d'attrition, la victoire n'est pas un événement ; c'est une pente. Or l'économie de guerre permet précisément de maintenir la pente, recruter assez pour compenser les pertes (même au prix d'une qualité

⁴⁵ **REUTERS.** « *Russia, Under War Spending Pressure, Set for More Austerity and Tax Hikes* ». *Reuters*, 20 août 2025.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ **REUTERS.** « *Russia's Nabiullina and Her Deputy Zabolotkin on Rates, Economy and the Budget* ». *Reuters*, 12 septembre 2025.

inégale), produire et importer assez pour soutenir le feu, fabriquer ou importer assez de drones pour saturer la défense ennemie, et financer assez longtemps pour que le temps devienne une arme. Les volumes de recrutement sous contrat en 2024–2025 participent de cette logique de flux continu⁴⁸. Les investissements dans les chaînes explosives et drones montrent que le Kremlin ne pense pas en campagne, mais en système⁴⁹. Dans une démocratie, cette militarisation durable serait plus fragile ; elle se heurterait au coût politique de l'inflation, aux arbitrages budgétaires publics, à la fatigue de l'opinion. Moscou, lui, a plus de latitude pour agir et embrasser l'économie de guerre.

Mais cette même logique génère une surchauffe qui, à terme, devient menaçante. Une économie mobilisée à l'excès produit 3 symptômes classiques : **tension sur le travail, inflation, et rigidification productive**. Les sources russes et occidentales ont multiplié en 2025 les signaux tendant vers un marché du travail trop tendu (chômage historiquement bas), d'inflation persistante, et d'arbitrages monétaires agressifs. Lorsque la banque centrale parle de surchauffe, elle décrit une économie qui tourne au-delà de ses capacités, où la croissance est en partie achetée par la dépense militaire, où la demande dépasse l'offre, et où la correction, si elle est brutale, peut produire une stagnation, voire une crise⁵⁰.

Le plus important, cependant, est l'effet de dépendance. L'économie de guerre crée des gagnants intérieurs (industries militaire, régions qui vivent des primes de recrutement, réseaux bureaucratiques...) et elle redessine un contrat social implicite : le pouvoir paie (soldes, compensations, emplois) et exige en retour l'acceptation de la guerre. À mesure que les sanctions et la sortie d'acteurs étrangers réorganisent l'économie, certaines branches civiles perdent en dynamisme pendant que les branches militaires captent

⁴⁸ **REUTERS.** « *Some 450,000 Russians Signed Contracts to Serve in Army in 2024, Says Medvedev* ». *Reuters*, 24 janvier 2025.

⁴⁹ **STOLYAROV, Gleb ; LYRCHIKOVA, Anastasia.** « *Russia's Industrial Titans Furlough Workers as Its War Economy Stalls* ». *Reuters*, 9 octobre 2025.

⁵⁰ **REUTERS.** « *Russia's Nabiullina and Her Deputy Zabotkin on Rates, Economy and the Budget* ». *Reuters*, 12 septembre 2025.

capital, travail, et attention politique⁵¹. Le résultat est une forme d'addiction : arrêter la guerre trop vite, ce n'est pas revenir à la normale, c'est provoquer un choc de reconversion, une démobilisation sociale, une pression sur le marché du travail inversée, et potentiellement une crise de légitimité si l'État ne peut plus acheter la paix sociale par la dépense. La Russie, véritable addict à la guerre, risque une fragilisation structurelle derrière la résilience apparente⁵².

D'où la contradiction centrale : **la Russie a, en un sens, besoin que la guerre s'arrête (parce que la surchauffe, les taux très hauts, les pénuries de main-d'œuvre, la contrainte budgétaire, les pertes humaines et matérielles... finissent par éroder les fondations de puissance)**. Mais, elle ne peut pas se permettre que la guerre s'arrête mal ou trop abruptement, parce que la guerre est devenue un stabilisateur interne, un moteur de demande, et un mécanisme de contrôle social. Ainsi la stratégie russe en ce début d'année 2026 est claire : **accepter des pertes élevées pour des gains marginaux, maintenir une pression constante plutôt que de préparer une énième offensive éclair, faire de l'énergie et de l'infrastructure un levier d'attrition**, prolonger un régime de guerre assez longtemps pour transformer l'avantage industriel et humain en réalité territoriale, tout en évitant une sortie qui exposerait la fragilité d'un système trop militarisé.

Il y a chez les Russes une préférence pour une guerre ni totalement gelée, ni totalement décisive. Une guerre assez intense pour justifier l'économie de guerre et continuer à imposer des coûts à l'Ukraine (et à ses soutiens), mais pas au point de déclencher une mobilisation totale politiquement explosive. En définitive, **la Russie dispose indéniablement d'avantages comparatifs qui expliquent son ascendant actuel... mais construit en même temps, les conditions de sa propre vulnérabilité.**

⁵¹ **REUTERS.** « *Russia, Under War Spending Pressure, Set for More Austerity and Tax Hikes* ». *Reuters*, 20 août 2025.

⁵² **CENTER FOR EUROPEAN POLICY ANALYSIS (CEPA).** *Addicted to War: Undermining Russia's Economy*. Washington, D.C. : CEPA, 5 février 2025.

LES ENJEUX DES NEGOCIATIONS

L'OBJECTIF FINAL CONSTANT DE LA RUSSIE ET POURQUOI ELLE RESTE MAXIMALISTE

Ceux qui cherchent depuis 2022 une rampe de sortie raisonnable à Moscou, commettent souvent la même erreur de lecture : ils traitent la guerre comme un litige territorial susceptible d'être réglé par une cartographie, quelques garanties, et une ligne de cessez-le-feu. Or, **plus le conflit dure, plus le discours russe, et, au fond, la logique du pouvoir, révèle autre chose : une guerre d'architecture politique, de statut impérial et de hiérarchie civilisationnelle**, dans laquelle le territoire compte, mais comme preuve et comme levier, pas comme unique enjeu.

Le Donbass n'est pas une demande : c'est un test de souveraineté

En janvier 2026, le Kremlin affirme encore que la question territoriale est fondamentale et lie explicitement toute formule de paix au transfert à la Russie de l'ensemble du Donbass (alors même que les forces russes n'en contrôlent pas la totalité). Moscou présente cette exigence comme partie d'une formule d'Anchorage, d'après la rencontre entre Donald Trump et Vladimir Poutine en Août dernier en Alaska, qui est liée à un échange territorial : Kiev cède le Donbass à la Russie et l'on gèle ailleurs la ligne de front.⁵³

Il faut prendre au sérieux la signification d'une telle ligne rouge. Exiger l'intégralité du Donbass n'est pas seulement réclamer des kilomètres carrés, c'est imposer à l'Ukraine un acte de renoncement souverain. C'est obtenir, noir sur blanc, que Kiev abdique la logique même de 1991 (frontières reconnues par la Russie, souveraineté pleine) et accepte l'idée que l'État

⁵³ **REUTERS.** « *Kremlin Sticks to Demand That Ukraine Cede All of Donbas in Talks, TASS Reports* ». *Reuters*, 26 janvier 2026.

ukrainien ne décide plus seul de sa géographie. Pour Moscou, c'est une victoire politique plus profonde qu'un gain tactique, c'est faire acter que la guerre paie, et que l'Ukraine, n'est pas vraiment souveraine, mais une simple variable d'ajustement.

La rhétorique russe peut être complétée par un second verrou : même quand l'idée d'un cessez-le-feu est évoquée, Moscou insiste sur le fait qu'un arrêt rapide des combats serait dangereux s'il n'est pas adossé à un règlement de fond qui traite les causes profondes, formule qui renvoie, inlassablement, à l'élargissement de l'OTAN ou l'UE et au statut stratégique de l'Ukraine⁵⁴. Le territoire, dans ce cadre, n'est qu'un paramètre de la mécanique, la matérialisation d'un problème plus profond.

Les objectifs de guerre n'ont jamais été seulement territoriaux

Pour comprendre pourquoi la position russe reste maximaliste, il faut revenir aux objectifs initiaux tels que le pouvoir russe les a formulés et, surtout, tels que l'opération spéciale les supposait. Dès le 24 février 2022, **le Kremlin encadre la guerre par deux termes devenus structurants : démilitarisation et dénazification, associés à l'idée d'empêcher l'Ukraine menaçante de rejoindre des alliances hostiles, autrement dit, neutraliser durablement sa capacité à choisir son camp.**

Dans la littérature occidentale, l'année 2022 est souvent vue comme une tentative de mettre la main sur le centre politique ukrainien pour mieux l'annihiler : une opération éclair visant à paralyser l'État, à faire tomber le pouvoir, et à forcer une capitulation politique rapide. Des analyses détaillées de l'assaut sur Hostomel et des opérations non conventionnelles décrivent précisément cette logique de décapitation et de sidération (psychologique, informationnelle, administrative), distincte d'une campagne méthodique de destruction de l'armée ukrainienne⁵⁵. Et, dès le premier jour, des

⁵⁴ **REUTERS.** « *Russia Says It Wants a Long-Term Ukraine Peace Deal, Not a Quick U.S.-Backed Ceasefire* ». *Reuters*, 24 février 2025.

⁵⁵ **KAGAN, Frederick W. ; BARROS, George ; STEIN, Mason Clark.** « *The Battle of Hostomel Airport: A Key Moment in Russia's Defeat in Kyiv* ». *War on the Rocks*, 2023.

responsables américains expliquaient publiquement percevoir une manœuvre orientée vers la décapitation du gouvernement⁵⁶.

Lorsque cette stratégie a échoué, par la résistance héroïque des Ukrainiens, un État ukrainien qui tient, que le commandement ne s'effondre pas, et que la guerre s'installe, le Kremlin n'a pas pu simplement réduire son ambition à un compromis de bon sens et à maintenu le même discours. La raison est politique : une autocratie personnaliste peut survivre à une guerre coûteuse, elle survit beaucoup plus difficilement à une guerre coûteuse admise comme inutile. Or, une formule du type « **beaucoup de morts, beaucoup de sanctions, et pour finir nous n'avons obtenu que quelques Oblasts** » serait, pour un pouvoir qui se présente comme restaurateur de la puissance, une confession de faiblesse. Et la faiblesse, dans ces régimes, n'est pas seulement un échec : c'est un signal et un risque pour la survie du régime.

C'est ce qui explique la cohérence étonnante des exigences répétées, année après année : neutralité (non-alignement), limites sur les capacités militaires ukrainiennes, reconnaissance des annexions, retrait ukrainien de territoires revendiqués par Moscou⁵⁷. La liste varie de manière marginale, mais l'ossature ne change pas.

Cessez-le-feu ne veut pas dire fin de guerre : l'art russe de figer pour dominer

Dans l'imaginaire occidental, un cessez-le-feu est souvent un pont vers la paix. Dans le langage stratégique russe, il peut être autre chose et c'est bien le problème, c'est une façon de verrouiller des gains, de réduire le rythme des pertes, de reconstituer des stocks, et de déplacer la lutte vers d'autres instruments (pression énergétique, sabotage, désinformation, coercition politique), tout en gardant la menace militaire comme garantie. C'est exactement la logique des conflits gelés, « à la Coréenne », l'objectif n'est pas

⁵⁶ **REUTERS.** « *U.S. Believes Russia Planning to “Decapitate” Ukraine’s Government* ». Reuters, 24 février 2022.

⁵⁷ **REUTERS.** « *Putin Says Ukraine Must Remain Neutral for There to Be Peace* ». Reuters, 7 novembre 2024.

l'harmonie, mais le passage à un conflit qui va au-delà de l'affrontement physique, mais à l'opposition idéologique et un discours violent.

Un des scénarios de fin de guerre le plus cohérent, soit la Coréanisation du conflit, intègre ce risque : un gel ne met pas fin aux objectifs, il change les méthodes et Moscou peut continuer l'affrontement par l'intimidation, l'influence et la subversion, notamment pour peser sur la reconstruction et la trajectoire politique de l'Ukraine⁵⁸. Et, côté russe, la formule « **un cessez-le-feu sans règlement de fond mène à une reprise des combats** » est utilisée pour justifier l'exigence d'un accord qui traite les causes profondes, autrement dit, il faut un accord qui contraint l'Ukraine à une trajectoire stratégique imposée sur le long terme⁵⁹.

C'est ici que la demande du Donbass en entier et gel ailleurs prend un sens plein : elle vise à transformer une pause militaire en mécanisme politique. Le gel sert alors à trois choses : sanctuariser l'acquis, préparer l'étape suivante (et surtout récupérer d'une guerre longue qui a marqué et affaibli), et user l'adversaire en temps long. Le cessez-le-feu devient un outil de gestion de l'attrition, pas une renonciation.

Pourquoi le maximalisme est rationnel... pour le Kremlin

On entend souvent, en Occident, que le problème est seulement territorial. C'est commode et cela facilite la compréhension d'une région que l'on ne comprend pas bien, en suivant cette logique peut imaginer une transaction. Mais cette lecture manque un ressort central : **la guerre est aussi une querelle sur la définition de l'Ukraine**. Pour une partie des élites russes, l'Ukraine n'est pas un voisin souverain comme les autres : c'est un morceau de l'espace historique russe arraché, l'origine du Rus et « petite Russie » qui ne peut pas être séparée de Moscou, ainsi on aurait une frontière artificielle, et l'Ukraine est donc un théâtre où se joue la crédibilité impériale.

⁵⁸ **REUTERS.** « *Putin Says Ukraine Must Remain Neutral for There to Be Peace* ». Reuters, 7 novembre 2024.

⁵⁹ **REUTERS.** « *Russia Says It Wants a Long-Term Ukraine Peace Deal, Not a Quick U.S.-Backed Ceasefire* ». Reuters, 24 février 2025.

Un essai de Vladimir Poutine de 2021⁶⁰ insiste sur **l'unité historique des Russes et des Ukrainiens** et conteste, en substance, la légitimité d'une séparation pleinement souveraine. Ce texte est crucial pour comprendre la dimension idéologique du conflit. Cette vision n'est pas un effet de langage, et expliquait que la guerre était inévitable. Si l'Ukraine existe pleinement, choisit ses alliances, reconstruit son armée et son économie, et s'institutionnalise en État européen indépendant, alors c'est la sphère naturelle russe qui s'effondre, en Ukraine, mais aussi partout.

De ce point de vue, un accord imposé à Moscou par un bloc occidental (vu comme décadent, manipulateur, et hostile) serait pire qu'un compromis territorial, ce serait une humiliation stratégique, donc un précédent inacceptable. Cette logique de refus de l'unilatéralisme occidental est ancienne, **elle apparaît déjà dans des discours fondateurs où l'élargissement de l'Alliance atlantique est présenté comme une menace structurelle pour l'équilibre européen**⁶¹.

Dès lors, le maximalisme russe n'est pas seulement un caprice, c'est une manière de rendre la paix conditionnelle à la victoire narrative. Le Kremlin ne veut pas seulement arrêter la guerre ; il veut être capable d'expliquer qu'il a corrigé l'histoire, forcé le respect, restauré la profondeur stratégique, et empêché l'Ukraine de devenir ce qu'elle aspirait à être. Sans cela, la fin de la guerre est difficilement imaginable, alors que cette vision se heurte à celle des Ukrainiens.

[Retour en arrière](#)

Pour comprendre la persistance de cette posture, il faut replacer le conflit dans une chronologie longue. La guerre en Ukraine n'est pas, dans la logique du pouvoir russe, une improvisation, elle s'inscrit dans une trajectoire de contestation de l'ordre post-soviétique et de refus des pertes géopolitiques

⁶⁰ **PUTIN, Vladimir.** *On the Historical Unity of Russians and Ukrainians*. Moscou : Kremlin, 12 juillet 2021.

⁶¹ **REUTERS.** « *Russia Says It Wants a Long-Term Ukraine Peace Deal, Not a Quick U.S.-Backed Ceasefire* ». Reuters, 24 février 2025.

des années 1990. Ce que cela raconte, au fond, c'est l'aboutissement de la vision de Poutine, qui s'est fait de plus en plus offensif...

Le discours de Vladimir Poutine à Munich lors de la Conférence sur la Sécurité de Munich, marque cette rupture. Ce discours a annoncé un changement important dans la politique étrangère russe et signalait une position plus affirmée et indépendante sur la scène internationale. Poutine, autrefois proche des Occidentaux, a clairement indiqué que la Russie était prête à jouer un rôle plus actif dans la définition de l'ordre mondial. La Russie a par exemple mis à disposition ses bases aériennes pour soutenir Bush dans la guerre contre le terrorisme. Ce discours, pas vraiment compris sur le moment, fait aujourd'hui sens et peut expliquer les motivations russes.

Le sommet de 2008 de l'OTAN est souvent cité parce qu'il cristallise un choc de perceptions. **La déclaration finale affirme que l'Ukraine et la Géorgie deviendront membres de OTAN⁶²,** formule politiquement explosive à Moscou. À la même période, des transcriptions et récits d'échanges diplomatiques à Moscou qu'un cap a été franchi, l'arrimage euro-atlantique de l'Ukraine est perçu comme un franchissement de ligne rouge. Pour les Russes le problème est l'OTAN. La Russie était sortie d'une logique de confrontation depuis la fin de guerre froide. Par exemple ils ont dissous le pacte de Varsovie. Poutine a même demandé à rejoindre l'OTAN et cela lui a été refusé. Ainsi, les Russes voient les Occidentaux comme des impérialistes qui sont toujours dans une logique de guerre froide et veulent achever la Russie. Cela explique le revirement, sorte de rancœur et de jalousie.

Quelques mois plus tard, la guerre en Géorgie confirme la nouvelle méthode russe, soit l'usage de la force pour bloquer une trajectoire occidentale, création (ou consolidation) de zones de contrôle, et installation d'un fait accompli durable (on peut citer l'Ossétie du Sud ou l'Abkhazie, sortes d'enclaves russes en Géorgie). Ce conflit local est devenu un instrument

⁶² **OTAN.** *Bucharest Summit Declaration.* Bucarest. OTAN, 3 avril 2008.

stratégique régional⁶³ et a eu de lourdes conséquences (pas abordées en Occident où on a cru en l'intervention forte de Nicolas Sarkozy).

L'Ukraine, dans cette chronologie, devient l'objet majeur de la logique russe, parce que sa taille, son positionnement et sa charge symbolique en font un cas existentiel pour le récit de puissance russe.

Il y a un autre angle mort occidental : on sous-estime le rôle de la politique intérieure russe comme matrice stratégique. L'ascension du pouvoir actuel s'est faite sur un principe simple : la fragmentation est intolérable, la verticalité est non négociable. La seconde guerre de Tchétchénie et la reprise institutionnelle du pays (avec allégeance au Kremlin en échange d'une certaine autonomie) sont un moment fondateur de cette logique de contrôle. Soit une reprise en main des régions, restauration de l'autorité fédérale, message envoyé aux périphéries⁶⁴.

Cette logique domestique rejaillit à l'extérieur, si l'État russe ne concède pas la sécession chez lui, pourquoi concéderait-il, dans son proche voisinage, une sortie durable de son orbite, surtout lorsqu'elle est associée à l'Occident ? Ainsi un pouvoir qui se définit comme restaurateur d'un espace doit prouver qu'il peut inverser les pertes, et punir les défections, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses « frontières ».

La grandeur comme obligation

Tout se joue sur un point, si l'on réduit la guerre à un débat territorial, on ne comprend pas pourquoi Moscou refuse de conclure lorsque les coûts montent. En réalité, le pouvoir russe a placé la guerre sur un registre de grandeur et de destin impérial. L'exemple le plus parlant est sans doute la comparaison, par le président russe, entre son action et la logique de reprise et de renforcement associée à Pierre le Grand⁶⁵.

⁶³ **CEDH.** *Annexes to the Decision in Georgia v. Russia (II)*. Strasbourg, 2011.

⁶⁴ **ENCYCLOPÆDIA BRITANNICA.** *Chechnya*. 2026.

⁶⁵ **EURONEWS.** « *Putin Compares Himself to Peter the Great Over Drive to Take Back Russian Land* ». *Euronews*, 10 juin 2022.

Dans un tel cadre mental, accepter un accord où **l'Ukraine reste forte, indépendante, armée, politiquement intacte, et tournée vers l'Europe, revient à reconnaître l'échec de l'entreprise historique qu'il s'est fixé.**

L'objectif de domination politique ou, a minima, de subordination stratégique, demeure central chez Poutine et son entourage proche, et un cessez-le-feu peut être exploité pour regagner de la marge, ou reprendre son souffle pour mieux avancer⁶⁶.

C'est aussi ce qui explique la place du discours sur les causes profondes de la guerre : il ne s'agit pas seulement de sécurité ; il s'agit de refaçonner l'environnement stratégique européen de manière que l'Ukraine ne puisse plus être une plateforme occidentale, ni un modèle politique concurrent. Les demandes russes de décembre 2021 (avant l'invasion), soit un arrêt des efforts de déploiement de l'infrastructure militaire occidentale, des garanties de non-élargissement etc., éclairent cette continuité : la guerre de 2022 est, dans cette lecture, l'outil brutal d'un objectif formulé avant⁶⁷. Les Russes insistent depuis longtemps sur le fait que le pouvoir de Kiev est illégitime, sachant qu'aucune élection ne s'est tenue en 2024. En agitant ce totem, repris par beaucoup, ils veulent montrer que le changement est nécessaire à Kiev, et qu'ils se battent pour cela, et ne renonceront pas tant que Zlensky restera en place.

Vu sous cet angle, le discours russe est cohérent et, malheureusement, durable, il vise à obtenir une reconnaissance politique des gains, imposer une limitation stratégique à l'Ukraine, et conserver des leviers pour l'étape suivante. **Le Donbass entier devient le sceau territorial, et un symbole fort du retour de la Russie aux affaires ; la neutralité, le verrou géopolitique ; et le cessez-le-feu, la technique de consolidation.**

⁶⁶ **THE WASHINGTON POST.** « *Putin Still Intends to Dominate Ukraine, U.S. Intelligence Says* ». *The Washington Post*, 13 mars 2025.

⁶⁷ **REUTERS.** « *Russia Unveils Security Guarantees, Says Western Response Not Encouraging* ». *Reuters*, 17 décembre 2021.

Quand Ramzan Kadyrov, un responsable régional influent, figure de la ligne dure, dit refuser les négociations et pousser à aller jusqu'au bout⁶⁸, cela rappelle au pouvoir central qu'un compromis perçu comme mou peut être politiquement dangereux (non parce que l'opposition démocratique est forte, mais parce que la concurrence dans un système autoritaire se déplace à l'intérieur du camp loyaliste).

Et c'est là que le paradoxe plus général relevé dans la partie précédente, à savoir celui d'une économie de guerre qui soutient l'effort mais crée une dépendance, rejoint l'analyse diplomatique : le Kremlin a intérêt à une fin qui ressemble à une pause sous contrôle, et il faut insister sur le terme CONTRÔLE. Une paix véritable, qui retirerait d'un coup la justification de la mobilisation (même sans conscription), des budgets, des priorités industrielles et de la répression, introduirait une incertitude politique. À l'inverse, une pause armée, un gel, un cessez-le-feu sous conditions, sorte de Coréanisation, permettent de conserver un récit de victoire, de réduire le coût marginal, et de maintenir la pression structurante sur l'Ukraine, tout en gardant la main et laissant planer le doute sur une possible reprise.

Voilà pourquoi, à ce stade, le maximalisme russe n'est pas une posture de négociation destinée à être abandonnée : **c'est le cœur du mécanisme de survie politique et de restauration impériale**. Tant que les objectifs initiaux (subordination durable de l'Ukraine, renversement de sa trajectoire euro-atlantique, et réaffirmation d'un statut russe supérieur) ne sont pas atteints, la guerre peut changer de forme, mais elle ne change pas de sens.

⁶⁸ <https://www.reuters.com/world/europe/chechen-leader-kadyrov-says-russia-should-fight-ukraine-war-end-2026-01-29/>

LE TRIANGLE DES CONTRAINTES DE L'UKRAINE

Toute discussion sérieuse sur un compromis doit partir d'une réalité que beaucoup contournent par confort : pour Ukraine, la paix n'est pas une simple question de cartographie. Elle est un équilibre instable entre (1) **la souveraineté et l'intégrité territoriale**, (2) **des garanties de sécurité réellement exécutoires**, (3) **la légitimité politique intérieure**, c'est-à-dire la capacité du pouvoir à faire accepter l'accord sans provoquer une crise de régime ou une fragmentation durable. Et ce triangle est verrouillé : on ne peut céder sur un point sans renforcer massivement un autre. C'est précisément ce qui rend les positions de Volodymyr Zelensky structurellement éloignées de celles de Vladimir Poutine, et explique pourquoi l'architecture d'une paix durable reste hors de portée.

Premier point : souveraineté et territoire

Dans cette guerre existentielle, le territoire a cessé d'être une variable parmi d'autres ; **il est devenu le certificat d'existence de l'État**. Or l'Ukraine moderne s'est constituée par un acte politique fondateur : le référendum d'indépendance de 1991, où plus de 90% des votants ont validé l'indépendance, avec une participation massive, un signal rarement aussi net dans l'histoire des États post-occupation⁶⁹. Ce fait irrigue la culture politique ukrainienne, l'idée que le pays a choisi son destin, et que ce choix ne se négocie pas à l'arrière d'un cessez-le-feu.

Cela crée une conséquence immédiate, en effet, **légaliser une perte territoriale n'est pas seulement douloureux, c'est politiquement toxique, surtout en Ukraine après 4 ans de guerre**. D'autant plus que le verrou n'est pas qu'émotionnel, il est constitutionnel. La constitution ukrainienne stipule que toute modification du territoire ne peut être tranchée que par un

⁶⁹ **COMMISSION ON SECURITY AND COOPERATION IN EUROPE (CSCE).** *The December 1, 1991 Referendum/Presidential Election in Ukraine*. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1991.

référendum national⁷⁰. **En août 2025, Zelensky liait la question territoriale à cette contrainte constitutionnelle en déclarant que les Ukrainiens ne donneront pas leur terre aux occupants**⁷¹. Autrement dit, même si on poussait (notre regard va vers Donald Trump) pour conclure vite un accord, le droit interne et l'opinion ukrainienne rendent l'opération explosive.

Deuxième point : garanties de sécurité

Dans l'esprit ukrainien, l'histoire récente a une leçon simple : les assurances non exécutoires n'arrêtent pas l'agression, mais la retarde. La référence implicite, dans les débats, est le souvenir des formats de garanties qui n'ont pas empêché la coercition russe (on peut penser à Minsk). Et c'est pourquoi, dans les discussions 2025–26, le cœur du marchandage se déplace vers la nature exacte des garanties occidentales.

Les sources les plus récentes montrent cette logique. **Zelensky affirme qu'un document de garanties de sécurité adossé aux États-Unis est prêt à 100% et attend une signature avant ratification**⁷². Et, dans les coulisses, l'administration américaine lie explicitement la matérialité de ces garanties à l'acceptation d'un accord de paix, y compris si celui-ci implique des choix territoriaux difficiles⁷³. La logique de Kiev est séquentielle, d'abord des garanties comparables à une dissuasion crédible, ensuite des arrangements territoriaux. C'est logique : si l'on cède sans garanties, on transforme la paix en simple entracte.

Là réside un second blocage, la Russie rejette l'idée même de garanties occidentales robustes, car elles sanctuarisent l'Ukraine dans le camp adverse. La réaction de Moscou, où l'on juge ces garanties inutiles ou hostiles, montre que la clause de sécurité, indispensable pour Kiev, est

⁷⁰ **REUTERS.** « *What Does Ukraine's Constitution Say About Territorial Changes?* ». Reuters, 18 août 2025.

⁷¹ Ibid.

⁷² Ibid.

⁷³ **REUTERS.** « *U.S. Links Security Guarantees for Ukraine to Peace Deal Involving Donbas, FT Reports* ». Reuters, 27 janvier 2026.

inacceptable pour Moscou⁷⁴. On est au cœur de la contradiction ici, l'Ukraine ne peut pas signer un accord faible, la Russie ne veut pas signer un accord qui rend l'Ukraine durablement protégée.

Troisième point : légitimité intérieure

Dans les démocraties en guerre, la stabilité du pouvoir dépend de la perception d'une équité du sacrifice. Or, après des pertes massives, des destructions, des années de mobilisation, la société ukrainienne ne juge pas un accord seulement à sa capacité à arrêter les combats, elle le juge à ce qu'il dit du sens de la guerre. L'idée d'une paix imparfaite devient un piège dès lors qu'elle apparaît comme écrite aux conditions russes elle peut délégitimer l'exécutif plus sûrement qu'une année supplémentaire de guerre de haute intensité.

Les sondages récents sont éclairants parce qu'ils montrent une tendance forte, une prudence importante face à un gel de facto, et un rejet massif d'une paix asymétrique. Une enquête du Kyiv International Institute of Sociology fin 2025 montre que beaucoup d'Ukrainiens peuvent envisager un arrêt des combats sur la ligne actuelle dans certains scénarios, mais qu'une large majorité refuse les concessions majeures, en particulier si elles s'accompagnent d'une limitation de l'armée ou d'un retrait sans garanties solides⁷⁵. Dit autrement, la population peut tolérer un cessez-le-feu comme mesure de survie, mais rejette l'abandon légalisé qui requalifierait le sacrifice en défaite.

Les comparaisons avec une « finlandisation » (une neutralité imposée, vécue comme une souveraineté amputée) sont politiquement inflammables en Ukraine depuis 2022, précisément parce que la société se perçoit comme une nation qui a choisi l'indépendance, et qui assume un récit de résistance. La finlandisation, loin de pacifier, mettrait l'Ukraine à la merci d'une

⁷⁴ **THE WASHINGTON POST.** « *Russia's Top Diplomat Rejects Key Part of Deal to End War With Ukraine* ». *The Washington Post*, 29 janvier 2026.

⁷⁵ **KYIV INTERNATIONAL INSTITUTE OF SOCIOLOGY (KIIS).** *Public Opinion Survey of Residents of Ukraine (Report n°1569)*. Kyiv : KIIS, 2024.

prochaine agression⁷⁶. Et, surtout, l'orientation vers l'Ouest n'est plus seulement un projet de gouvernement, c'est devenu, pour une partie considérable de l'opinion, une définition de l'avenir national. Des sondages en 2025-26 montrent des niveaux très élevés de soutien à l'adhésion à l'UE et à l'OTAN, donc neutraliser l'Ukraine n'est pas un simple ajustement technique, c'est une négation du choix politique proclamé⁷⁷.

Le fin mot

Sans garanties solides, toute cession officialisée (ou toute neutralisation) ressemble à une capitulation différée. Et une capitulation différée, dans une société démocratique (même si la corruption est forte), politisée par la guerre, n'apaise pas, elle fracture. Elle ouvre la voie à des récits concurrents de trahison, à des tensions entre régions et groupes sociaux, à une contestation persistante de la légitimité du pouvoir, donc à une instabilité chronique. Le papier signé ne ferait pas disparaître les passions ; il les réorganiserait en lignes de fracture intérieures.

L'illusion occidentale devient dangereuse lorsqu'on estime que le territorial suffit à expliquer la paix, alors que c'est oublier que la sécurité et la légitimité sont plus déterminantes encore. Kiev peut, sous pression, accepter des formulations ambiguës de cessez-le-feu ; mais légaliser l'abandon exigerait un paquet de garanties si robuste qu'il s'apparenterait à une quasi-alliance. Or c'est exactement ce que Moscou refuse, car une Ukraine protégée, armée et arrimée à l'Ouest est l'antithèse de l'objectif russe.

Il existe enfin une asymétrie structurelle entre Kiev et Moscou, l'Ukraine dépend, pour sa survie budgétaire et militaire, du soutien occidental. Cela ne la rend pas faible moralement ; cela la rend contrainte tactiquement et limitée matériellement. Elle doit ménager les partenaires dont elle a besoin,

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ **CENTRE "NOVA EUROPA"**. *Foreign Policy and Security: Attitudes of Ukrainian Society (Survey Results 2025)*. Kyiv : New Europe Center, 2025.

donc calibrer sa communication, éviter les ruptures frontales, accepter parfois l'ambiguïté et surtout adopter une certaine retenue sur le terrain.

En somme, on voit pourquoi les visions ne se rencontrent pas : Moscou veut un accord qui requalifie l'Ukraine en objet stratégique neutralisé ; Kiev a besoin d'un accord qui sanctuarise l'Ukraine comme sujet souverain protégé. Entre ces deux axiomes, la marge de manœuvre est étroite, et ce n'est pas la question territoriale qui pose le plus problème. Un cessez-le-feu est possible, une paix durable, elle, exige que l'un des deux renonce à ce qui fonde sa guerre, et, à l'heure actuelle, ni le Kremlin ni Kiev ne montrent la capacité politique d'un tel renoncement.

TRUMP COMME FORCE MOTRICE, ET NON COMME MAGICIEN : QUELLE ISSUE ?

CE QUI EST VERITABLEMENT NOUVEAU SOUS TRUMP

La nouveauté, depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, n'est pas que le ton soit plus rugueux ou plus personnel (cela, on l'attendait). La nouveauté est plus structurelle, il a remis la négociation sous contrainte de calendrier, il a réintroduit la menace de pressions supplémentaires (sur les deux camps), et il a surtout transformé la paix en objet concret (textes, ébauches d'accord, séquences de négociations, mécanismes), au lieu d'un horizon rhétorique. On peut contester la méthode, voire les biais ; mais il faut reconnaître qu'elle a déplacé la discussion d'un registre moral (soutenir, condamner, tenir) vers un registre opérationnel (qu'est-ce qui est signé, quand, avec quels garde-fous, et quelles conséquences automatiques si ça casse ?). Autrement formulé : **Trump met la paix en mode opérationnel**. Trump c'est la Realpolitik par excellence, ce qui tranche avec la « Moralpolitik » de Biden et Blinken...

Les deadlines : la diplomatie par l'échéance, même si la promesse initiale était intenable

Trump a bâti sa posture sur une promesse impossible : finir la guerre en 24 heures. Cette promesse a été répétée pendant la campagne puis rapidement révisée dans la pratique, au fil des premiers mois où la distance entre Moscou et Kiev s'est révélée abyssale⁷⁸. Ce qui compte, cependant, n'est pas l'engagement, évidemment irréalisable, mais le changement de tempo qu'il a tenté d'imposer, soit faire exister une échéance, donc forcer

⁷⁸ **ASSOCIATED PRESS (AP)**. « *How Trump Backed Away From Promising to End the Russia-Ukraine War in 24 Hours* ». Associated Press, 2025.

les parties à se positionner sur un schéma concret (même imparfait) plutôt que sur des principes généraux.

Ce basculement fut visible durant 2025 et est encore visible maintenant : une série de rencontres et d'échanges, présentés comme des paquets (territoire + garanties + reconstruction), a été accélérée autour de rendez-vous précis (dont Davos et des négociations prévues à Abu Dhabi). **Le 22 janvier 2026, qu'après des échanges Trump-Zelensky, les garanties de sécurité auraient été finalisées, mais le nœud territorial reste non résolu, avec une nouvelle séquence diplomatique annoncée (et des émissaires attendus à Moscou)⁷⁹.**

L'échéance ne garantit pas le succès. Mais elle a un effet stratégique, elle réduit l'ambiguïté alors que nous sommes plus dans le flou le plus total. Dans une guerre longue, l'ambiguïté est un refuge, chacun peut se retrancher derrière des maximes et gagner du temps. La méthode Trump, même artificielle et irréaliste, force à révéler où sont les lignes rouges et donc à rendre la négociation réelle.

La pression : une logique qui rompt avec l'approche 2022–24

Le second élément nouveau est la pression, pensée comme un instrument de négociation, pas seulement comme une punition. Là encore, la méthode est controversée, Trump a explicitement utilisé le soupçon public, la mise en cause et la menace de durcissement, en visant parfois Kiev autant que Moscou. En 2025 la Maison-Blanche avait par exemple menacé l'Ukraine d'une réduction ou suspension de l'aide, et la Russie de sanctions supplémentaires, si la paix n'avancait pas⁸⁰.

Le signal le plus frappant, politiquement, est la rhétorique de janvier 2026 Trump a déclaré que c'était l'Ukraine, plus que la Russie, qui bloquait un

⁷⁹ **REUTERS.** « *Ukraine's Zelenskiy Arrives in Davos for Talks With Trump* ». 22 janvier 2026.

⁸⁰ **ABC NEWS.** « *Ukraine Seeks Strong U.S. Sanctions to Break Russia in Peace Talks* », 2026.

accord potentiel⁸¹. Ce n'est pas un détail de communication, c'est une manière de déplacer le centre de gravité de la pression vers Kiev encore une fois (JD Vance disait aussi qu'ils n'avaient jamais dit merci), et donc de faire comprendre que le temps de l'aide sans condition politique est terminé. C'est aussi ce qui alimente, côté européen, la perception d'un Trump pro-russe ou, plus exactement, d'un Trump plus sensible aux exigences russes (ou à l'idée que l'Ukraine doit payer le prix pour arrêter la guerre).

La preuve que ce levier existe réellement se lit dans le débat sur les garanties, un article du Financial Times de janvier 2026 affirme que les garanties américaines pourraient être liées à l'acceptation d'un accord impliquant une cession du Donbass (point immédiatement contesté par la Maison-Blanche, mais révélateur du rapport de force perçu)⁸². Même si l'on discute les détails, **le fait même que ce type de conditionnalité soit au cœur des conversations montre le changement, le soutien est devenu un outil de négociation.**

Côté russe, l'ombre de la pression existe aussi, la crédibilité de la stratégie Trump dépendra, en partie, de sa disposition à escalader les sanctions si Moscou refuse de bouger, tout en laissant planer, symétriquement, la menace de réduire certains appuis à l'Ukraine (renseignement, munitions) pour obtenir sa flexibilité⁸³. Dernièrement, en nouant un accord avec Narendra Modi pour cesser d'acheter du pétrole russe, il met la pression sur Poutine, alors que ce dernier aura du mal à financer sa guerre dans ces conditions. Dans cette logique, la diplomatie n'est plus une médiation, c'est une mise sous contrainte.

Là où Trump change vraiment le jeu, c'est en mettant un plan sur la table

⁸¹ **REUTERS.** « *Trump Says Zelenskiy, Not Putin, Is Holding Up a Ukraine Peace Deal* ». Reuters, 15 janvier 2026.

⁸² Ibid.

⁸³ **CENTRE FOR EASTERN STUDIES (OSW).** *In Search of an Agreement (W Poszukiwaniu Porozumienia)*. Varsovie : OSW, 9 janvier 2026.

Le troisième point, et le plus important, est la matérialisation d'une architecture. La période 2022–24 a vu beaucoup de parole (principes, sommets, lignes rouges, déclarations etc.). L'ère Trump met un accent distinct sur des documents, des discussions, des séquences...

Zelensky affirme qu'un document américain sur les garanties de sécurité serait 100% prêt et qu'il ne manquerait plus qu'un lieu et une date pour la signature, après des discussions à Abu Dhabi⁸⁴. **Les États-Unis ont aussi évoqué, un couplage « garanties / arrangements territoriaux »**⁸⁵.

Même lorsque cela reste incomplet, l'effet est majeur, un texte, un mécanisme, un calendrier... créent des repères. Ils obligent chacun à dire oui/non à quelque chose de concret. Ils rendent visibles les incompatibilités : par exemple, Sergei Lavrov rejette déjà un élément central du deal proposé (les garanties bilatérales USA–Ukraine) ce qui montre que la bataille n'est pas seulement sur le terrain, mais sur la structure de sécurité qui suivrait un cessez-le-feu⁸⁶.

L'échec apparent, et la réussite paradoxale

Sur le plan strictement factuel, Trump n'a pas arrêté la guerre. Les tentatives ont été multiples, les cessez-le-feu ont souvent été violés ou limités, et Moscou a continué d'exiger des éléments maximalistes (notamment sur le Donbass), ce qui a freiné la conclusion d'un accord durable⁸⁷. Et même lorsque Trump annonce une pause (par exemple sur l'énergie), les versions divergent sur la durée et la portée.

Mais c'est ici qu'apparaît la réussite paradoxale, celle que beaucoup d'analystes refusent d'admettre parce que le style est un choc culturel :

⁸⁴ **REUTERS.** « *Ukraine's Zelenskiy Expects Implementation of Agreement Not to Fire on Kyiv* ». *Reuters*, 29 janvier 2026.

⁸⁵ **REUTERS.** « *U.S. Links Security Guarantees for Ukraine to Peace Deal Involving Donbas, FT Reports* ». *Reuters*, 27 janvier 2026.

⁸⁶ **THE WASHINGTON POST.** « *Russia's Top Diplomat Rejects Key Part of Deal to End War With Ukraine* ». *The Washington Post*, 29 janvier 2026.

⁸⁷ *Ibid.*

Trump a rendu la paix visible. Il a ramené l'idée de cessez-le-feu et de deal du monde des déclarations vers celui des mécanismes. Il a forcé la mise à nu des nœuds, soit territoire, garanties, séquence, et réversibilité. Et, surtout, il a réintroduit quelque chose qui avait disparu depuis les grandes tentatives des premiers mois (juin 2022 pour être précis), **une diplomatie qui prétend produire un résultat, pas seulement gérer la guerre**. Trump veut se désengager d'Europe, la priorité étant pour lui l'Indo Pacifique. L'attention portée à l'Europe, entre guerre en Ukraine et OTAN, lui coûte trop cher et l'empêche de se concentrer sur l'ennemi chinois. Cet activisme en Europe **lui coûte aussi trop cher en capital politique**, alors que les *Midterms* approchent et qu'il a promis à sa base d'en finir avec les *Forever Wars* et l'interventionnisme américain. Finalement, il ne voit pas l'intérêt de se maintenir, et se lasse de cette longue discussion...

C'est un tournant depuis la période où, après l'échec des négociations initiales, la diplomatie s'était enlisée dans une logique de soutien et de sanctions sans architecture de sortie clairement articulée. Le fait qu'en 2026, on discute publiquement d'ébauches d'accords de garanties, de paquets économiques, de séquences de signature et de pauses ciblées, marque une rupture de méthode.

On peut critiquer les risques (pression excessive sur l'Ukraine, deal perçu comme asymétrique, confusion entre communication et négociation etc.). Mais il serait intellectuellement faux de nier le mouvement dans ce conflit de haute intensité et incontrôlable, mettre une architecture sur la table, même controversée, est déjà un acte stratégique. La paix n'est pas plus proche automatiquement ; elle est simplement redevenue un objet de lutte diplomatique. Et rien, depuis longtemps, n'avait forcé Moscou et Kiev à se prononcer aussi explicitement sur ce qu'ils accepteraient, et sur ce qu'ils refuseraient.

POURQUOI TRUMP NE PEUT TOUJOURS PAS METTRE FIN SEUL A LA SITUATION

Il faut évacuer une illusion tenace : Donald Trump, même décidé et persuadé d'être un « peace-maker » hors pair, ne met pas fin à une guerre par décret. Dans un conflit d'attrition comme l'Ukraine, la diplomatie n'est crédible que si elle s'appuie sur deux leviers matériels, et ces leviers ne sont pas entièrement dans la main de Washington.

Le premier levier est **la disposition de la Russie à échanger quelque chose de tangible** (un arrêt des combats, une stabilisation, éventuellement une forme de gel territorial) contre une contrepartie occidentale (relâchement des sanctions, normalisation partielle, reconnaissance de gains, ou concessions sur l'architecture de sécurité européenne). Or, depuis 2024–25, Moscou a systématisé une stratégie de « tout cessez-le-feu doit être adossé à une reconfiguration politique ». **La Russie répète qu'elle ne veut pas d'un arrêt rapide qui mènerait, selon elle, à une reprise des combats, mais d'un règlement qui traite les causes profondes**⁸⁸. Cela signifie, en pratique, que le territoire n'est pas l'unique monnaie, la contrepartie recherchée est aussi stratégique (statut de l'Ukraine, non-élargissement, neutralisation), et économique (sanctions).

Ce point est essentiel pour comprendre pourquoi Trump ne peut pas forcer un deal par la seule pression personnelle. Même lorsque la Russie donne des signaux de discussion, elle tend à conditionner des gestes limités à des allègements⁸⁹. Plus généralement, les exigences russes pour la paix incluent non seulement des éléments territoriaux, mais aussi une demande de levée de sanctions et, surtout, un engagement écrit sur l'arrêt de l'élargissement de l'OTAN. Tant que ces demandes maximalistes entrent en compte dans le calcul russe, la capacité d'un médiateur, fût-il Trump, un auto-proclamé prix Nobel, à acheter la paix est limitée, il ne suffit pas de

⁸⁸ **REUTERS.** « *Russia Says It Wants a Long-Term Ukraine Peace Deal, Not a Quick U.S.-Backed Ceasefire* ». *Reuters*, 24 février 2025.

⁸⁹ *Ibid.*

promettre une rampe économique ou quelques Oblasts si Moscou poursuit un objectif de remodelage stratégique.

Le second levier est symétrique : **la capacité occidentale à soutenir l'Ukraine si les négociations échouent.** Là aussi, Trump ne peut pas agir seul, parce que la crédibilité de la menace « si vous refusez, l'Ukraine sera armée et financée durablement » dépend d'alliés, de parlements, de chaînes industrielles, de stocks et de calendriers budgétaires. En effet, il a fait campagne sur la fin de l'aide américaine illimitée, promesse sur laquelle il ne peut pas revenir. Ainsi, il ne dispose pas des cartes suffisantes pour forcer la main de Poutine, car ce-dernier saurait qu'il bluffe.

Or, malgré les discours de dirigeants européens, **l'Ukraine reste dépendante de l'aide américaine et les autres n'ont qu'un apport limité.** On a par exemple vu que les retards politiques à Washington ont pesé sur le tempo des livraisons en 2025, y compris après le vote des enveloppes d'aide, créant une inertie stratégique exploitable par Moscou⁹⁰. Et une suspension américaine de l'assistance militaire (même temporaire) ne provoque pas forcément un effondrement immédiat, mais finit par affecter ce qui compte le plus dans une guerre d'attrition : défense aérienne, capacités de frappe de précision, et systèmes logistiques. Cela, Moscou l'a compris : si l'aide occidentale paraît intermittente, la Russie peut jouer le temps long, et attendre l'effondrement.

Face à cette fragilité, l'Europe a tenté de construire une prévisibilité, sans convaincre. **Fin 2025, les dirigeants européens sur un montage de prêt de 90 milliards d'euros pour 2026–27 afin de stabiliser le financement ukrainien.** La Commission a ensuite présenté une proposition décrite comme un financement stable et prévisible pour 2026–27. Et début 2026, le Conseil de l'UE a formalisé sa position sur le cadre juridique de cette assistance. Mais cette construction reste politiquement et juridiquement lourde, et surtout, elle ne remplace pas immédiatement certaines capacités

⁹⁰ **REUTERS.** « *Biden Administration Slowed Ukraine Arms Shipments Until His Term Was Nearly Done* ». Reuters, 3 février 2025.

critiques (munitions, défense aérienne, renseignement etc.) où l'apport américain demeure déterminant. Le soutien est une mécanique collective, et ne dépend pas d'un seul homme/pays⁹¹. Ainsi avec un soutien faible, Trump ne peut pas bien négocier face à la machine russe.

L'image du magicien se dissipe ici. Trump peut accélérer les séquences, menacer, promettre, mettre un texte sur la table... mais la paix n'existe que si le rapport de force change dans la tête de Poutine. Et ce changement dépend de deux inconnues : (1) **ce que Moscou accepte réellement de troquer contre des allègements** (or Moscou vise aussi des objectifs de statut, pas seulement des kilomètres carrés, ce qui est inacceptable pour Kiev et n'aboutira jamais), (2) **la certitude que l'Ukraine ne sera pas laissée esseulée si elle refuse un mauvais deal (en d'autres termes, si Poutine a peur**, ce qui n'est pas le cas). Sans ces deux certitudes, Trump ne close rien, il arbitre une interaction où les acteurs principaux gardent leurs préférences et leur capacité de nuisance.

Poutine est prêt à sacrifier plus que Trump c'est pour cela que le rapport de force est en sa faveur. Trump ne sacrifiera jamais New York pour Kiev et Poutine le sait.

Cette limite apparaît d'autant plus nettement que Trump a déjà rencontré un adversaire capable d'absorber la coercition et passer outre ses menaces pour le faire échouer. Dans le cas de la Chine, l'usage de la menace tarifaire n'a pas produit une capitulation, mais une négociation où Washington a aussi concédé (par exemple via des ajustements de niveaux tarifaires) et où Trump n'a pas été gagnant⁹². Le point n'est pas de comparer Xi et Poutine et le mettre dans le même sac ; il est de rappeler une mécanique : face à des dirigeants qui contrôlent leurs systèmes politiques, qui tolèrent le coût social, et qui ont une stratégie de long terme, le chantage économique ou la

⁹¹ **REUTERS.** « *No Drop in Military Aid to Kyiv Since U.S. Policy Shift, NATO Official Says* ». *Reuters*, 19 décembre 2025.

⁹² **REUTERS.** « *What Did Trump and Xi Agree on Tariffs, Export Controls and Fentanyl?* ». *Reuters*, 1 novembre 2025.

pression personnelle ne suffit pas. Trump n'aime pas ce type de résistance, parce qu'elle met à nu la frontière entre volonté et puissance. Bref : fort avec les faibles, prudent avec les forts, et l'exemple de l'Union européenne est caractéristique de cette logique, car il est plus facile de faire plier Emmanuel Macron ou Ursula Von der Leyen.

D'où la tentation, très trumpienne, de déplacer la pression vers l'acteur le plus dépendant et en apparence faible, l'Ukraine. Trump a publiquement et à de nombreuses reprises, affirmé que Zelensky, plus que Poutine, bloquait l'accord⁹³. Et la logique de conditionnalité (garanties contre concessions, aide contre flexibilité) est devenue un thème central des discussions, y compris via des fuites et démentis sur un « **couplage garanties / arrangements territoriaux** ». C'est là qu'on retrouve une caractéristique forte de Trump, soit être « fort avec les faibles et faible avec les forts », Trump a un levier immédiat sur Kiev (aide, garanties, calendrier), tandis que sur Moscou, il ne dispose pas d'un bouton unique, seulement d'un assemblage plus lent (sanctions, coalition, armement ukrainien) dont la crédibilité dépend d'autres capitales et de la volonté d'autres.

Au fond, Trump a remis la paix à hauteur de vision en imposant une séquence et une architecture. Mais il ne peut pas l'imposer seul, parce que la clé est double : ce que la Russie est réellement prête à échanger (et pour quoi), et la capacité occidentale à prouver qu'en cas d'échec des discussions, l'Ukraine ne sera pas étranglée. Tant que ces deux paramètres restent incertains, Poutine peut résister, et Trump, frustré par la résistance des forts, est tenté de tordre le bras des dépendants voire de changer de priorités, lui qui voudrait se porter vers la Chine.

⁹³ Ibid.

LE RESULTAT LE PLUS PROBABLE : UN CESSEZ-LE-FEU IMPARFAIT AVEC UNE SOUVERAINETE NON RESOLUE

À mesure que la guerre s'enfonce dans l'attrition, une conclusion s'impose, la paix (au sens d'un traité réglant territoire, statut, garanties, sanctions, réparation) devient moins probable que la simple cessation des affrontements. Non pas parce que le cessez-le-feu serait moralement préférable, mais parce qu'il est politiquement et juridiquement plus simple, un cessez-le-feu peut geler des faits militaires sans exiger que les parties reconnaissent ce qu'elles n'accepteront jamais de reconnaître. Les premiers jours de février 2026, les discussions d'Abu Dhabi, vues comme substantielles et peu concluantes tout en se déroulant sous le feu (frappe à sous-munitions sur un marché, débats sur les retraits, litige sur la centrale de Zaporizhzhia), illustrent un paradoxe on parle d'arrangements pratiques, pas d'un règlement final⁹⁴.

La plupart des scénarios réalistes conduisent à une souveraineté non résolue (Kiev ne reconnaît pas les annexions, Moscou exige la pleine possession des régions revendiquées), donc à une fin des affrontements et de la violence sans mettre fin au litige, **forme de Coréanisation** de cette guerre (en référence à la guerre de Corée, qui n'est pas officiellement terminée). D'où trois variantes, dont les différences tiennent moins à la ligne sur la carte qu'à la question décisive : est-ce que Moscou est contrainte de s'arrêter, ou seulement encouragée à temporiser ?

- 1) On gèle aujourd'hui, on marchandé demain... et le risque de reprise des affrontements devient structurel

C'est l'option la plus souvent évoquée parce qu'elle épouse la réalité, celle d'un gel sur la ligne de contact, assorti de mécanismes humanitaires (échanges de prisonniers), d'un minimum de réchauffement et de fin des affrontements militaires, et d'un calendrier de négociation ultérieure sur les

⁹⁴ **REUTERS.** « *Ukraine, Russia Begin Second Round of U.S.-Brokered Peace Talks in Abu Dhabi* ». Reuters, 4 février 2026.

points impossibles à régler. C'est aussi l'option qui paraît la plus accessible politiquement à court terme car elle évite l'aveu formel d'une cession, et elle n'exige pas que l'Occident signe immédiatement une garantie de type article 5.

Mais c'est également la formule la plus dangereuse à moyen terme, car un cessez-le-feu faible n'éteint pas la guerre, il la met en réserve. Dès lors que la souveraineté n'est pas réglée et que les garanties sont discutables, chaque camp conserve l'incitation à reprendre la guerre ouverte quand il juge la fenêtre favorable. Sans changement de régime des objectifs russes, un gel ne ressemble pas à une sortie, mais à une transition⁹⁵.

De plus, les Russes et Ukrainiens ne devraient pas se réconcilier, et les rancœurs de part et d'autre devraient grandir avec le temps (encouragées par les pouvoirs revanchards et qui savent que la haine d'un ennemi commun est le meilleur moyen de durer).

Dans ce schéma, la variable critique n'est pas la rhétorique, mais l'automatisme des garanties, si la reprise des hostilités entraîne automatiquement un flux de capacités et une échelle de réponses, le gel peut dissuader. Sinon, il invite le test.

Comparaison n'est pas raison, mais on peut faire un parallèle avec le plan de Trump à Gaza. En effet, le plan trumpien a été annoncé en grande pompe et décrit comme une réussite trumpienne qui devait lui permettre d'obtenir le Nobel de la paix. En réalité : nous en sommes très loin, alors que le désarmement du Hamas reste complexe... Mais pour revenir à l'Ukraine, une paix photogénique et un excès de communication sont dans l'air du temps et possibles, pour autant les problèmes structurels restent intouchés. On peut s'attendre à cela pour l'Ukraine.

⁹⁵ **RUSSIA MATTERS.** *Russia Analytical Report, Jan. 5–12, 2026.* Cambridge, MA : Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard Kennedy School, 12 janvier 2026.

2) Variantes « DMZ / zone tampon / zone spéciale »

La deuxième option consiste à transformer la ligne de contact en zone tampon, zone démilitarisée ou DMZ, bande de désengagement, zone spéciale surveillée, parfois associée à un statut administratif particulier. Les exemples sont multiples, entre la frontière entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, ou entre Chypre et son voisin du Nord. L'objectif militaire est rationnel, il est de réduire les occasions d'incident, ralentir les infiltrations, rendre plus coûteuse la reprise immédiate par surprise.

La zone n'est pas neutre en soi ici : qui la surveille, avec quel mandat, et surtout qui a le droit d'y entrer si ça casse ? Sans réponse robuste, la DMZ peut devenir soit une passoire, soit une ligne figée qui légitime une conquête. Et l'histoire des conflits gelés montre que les zones grises et disputées peuvent devenir des incubateurs de provocations contrôlées et être à l'origine des ennuis.

Len Kremlin parle depuis longtemps de zones tampons comme objectif opérationnel (pousser la ligne pour éloigner les frappes), pas comme concession de désescalade. En septembre 2025, le commandant en chef ukrainien expliquait que la Russie visait notamment une « buffer zone » dans le nord-est du pays (Sumy/Kharkiv) et poursuivait une stratégie d'assauts multiples, incrémentaux (avec des coupures) pour grignoter. Dans ces conditions, une DMZ peut être interprétée par Moscou non comme une fin, mais comme un instrument pour consolider ce grignotage⁹⁶.

3) Pas d'accord, la guerre ouverte s'éteint médiatiquement, mais continue militairement ou le scénario du grignotage

La troisième option est la plus brutale mais la plus plausible si rien ne contraint Moscou : pas d'accord solide, donc poursuite d'une guerre de basse vitesse, où la ligne bouge peu, mais bouge quand même (au prix de pertes

⁹⁶ **REUTERS.** « *Ukraine's Military Chief Says Russia's 2025 Offensives Have Failed* ». Reuters, 26 septembre 2025.

très élevées). **A Abu Dhabi, la Russie réclame des retraits et une cession de territoire ; l'Ukraine parle d'un gel sur les lignes actuelles et refuse les retraits unilatéraux.** Tant que Moscou maintient des exigences maximalistes (territoire et objectifs stratégiques et soulagement des sanctions), le non-accord reste la pente naturelle.

L'avance est marginale sur le front, mais les petits ruisseaux font les grandes rivières. Depuis début 2024 les gains russes sont modestes en pourcentage, mais réels : **moins de 1,5% du territoire ukrainien depuis début 2024, obtenus au prix d'un effort colossal et d'une adaptation tactique (bombes planantes, drones, infiltration)**⁹⁷. La Russie contrôle environ 19% du territoire ukrainien, contre approximativement 17% fin 2023, soit 2% gagné en deux ans, dans une guerre qui ressemble moins à une percée qu'à une lente offensive⁹⁸. Sur le temps long, même 0,5% par an finit par compter et c'est ce que les Russes peuvent se dire.

Parallèlement, le coût humain devient caractéristique de cette guerre, et Moscou montre une tolérance élevée à ce coût. Les chiffres de pertes font l'objet de contestations (les deux camps publient peu), mais la tendance est indiscutable et le niveau de violence est tel que même l'ONU constate une forte hausse des victimes civiles en 2025⁹⁹. **Côté ukrainien, Zelensky a déclaré début février 2026 que 55 000 soldats ukrainiens avaient été tués au combat. Pour les pertes russes, les estimations varient, mais des sources occidentales citées par des institutions et des centres de recherche parlent d'un ordre de grandeur très élevé depuis 2022**, ce qui correspond à une armée qui accepte de payer extrêmement cher des gains très limités (conforme à la stratégie soviétique).

⁹⁷ **GRYNSZPAN, Emmanuel.** « *Blocking the Russian Army: Ukraine's Impossible Mission* ». *Le Monde*, 31 janvier 2026.

⁹⁸ **O'HANLON, Michael E.** « *Positive Developments for Ukraine in a Time of Challenge* ». Washington, D.C. : Brookings Institution, 2025.

⁹⁹ **REUTERS.** « *Civilian Casualties in Ukraine Up Sharply in 2025, UN Monitor Says* ». *Reuters*, 12 janvier 2026.

Le verrou final : Poutine reste le maître des horloges

La décision d'arrêter n'est pas une question morale, c'est une question de contrainte, et c'est bien Poutine qu'il faut contraindre. À ce stade, Moscou n'a pas l'incitation interne évidente à stopper tant que (a) l'armée avance un peu, (b) l'appareil tient, (c) le coût est socialement absorbable. C'est la raison pour laquelle un cessez-le-feu imparfait paraît plus probable qu'une paix, mais même ce cessez-le-feu dépend d'un élément : **est-ce qu'une forme de stress économique/financier/industriel rend la poursuite plus risquée que l'arrêt ?**

Or, on commence à voir des signaux de tension et on peut voir une baisse des recettes pétrolières russes qui pourrait faire presque tripler le déficit budgétaire russe par rapport à la cible officielle, avec des réserves financières qui pourraient se réduire fortement si la trajectoire se poursuit. Et la banque centrale russe elle-même parle depuis 2025 d'une économie ayant surchauffé et d'un ralentissement inévitable après cette surchauffe. Tant que la population peut vivre normalement (ou à peu près), le consentement passif tient ; si l'inflation, les pénuries, la contrainte budgétaire et la fatigue sociale deviennent palpables, le régime doit recalculer.

Mais attention : **la surchauffe ne suffit pas à elle seule à arrêter une guerre, surtout quand le pouvoir associe la guerre à un objectif plus grand, statutaire et idéologique.** Et c'est pourquoi, en termes de probabilité, l'issue la plus plausible reste une désescalade administrative (cessez-le-feu imparfait, gel sans souveraineté réglée), plutôt qu'une paix complète. Il fait juste se demander si le gel est protégé par des garanties suffisamment automatiques pour décourager la reprise, ou devient-il une simple pause avant la prochaine séquence ? Si la réponse est la seconde, le gel et négociations n'est pas une sortie ; c'est un sas, qui ne résout rien.

Finalement, nous devons nous questionner sur l'échec du modèle occidental. En effet, la rhétorique et les actions offensives de Poutine traduisent un rejet de l'ordre libéral promu par les Occidentaux et qui devait

dominer après la chute de l'URSS. Poutine est devenu un ardent opposant à cette doctrine, qu'il voit comme décadent et inadapté aux réalités du monde (son avis a changé). Cela en a fait un héros de la lutte anti-occidentale, et cela explique qu'il ne soit pas un paria dans les pays du Sud Global : pour eux, il incarne un idéal anti-occidental. Cet état de fait explique qu'il continue la guerre, et ne soit pas asphyxié par les sanctions occidentales. Ce manque d'isolement, illustre aussi son ambition et l'invite à continuer.

CONCLUSION

Quatre ans après le 24 février 2022, le constat central n'est pas que l'Ukraine tient et que la Russie avance, **c'est que la guerre a quitté le registre de la manœuvre pour devenir un système, et qu'un système ne se brise pas par une annonce, une émotion ou une poignée de main.** Il se brise par une contrainte matérielle, ou il s'épuise par une contradiction interne. C'est là que se trouve, désormais, la vérité brutale du dossier.

Depuis 2023–2024, le front s'est stabilisé non pas parce que les belligérants manqueraient d'intentions, mais parce que la transparence du champ de bataille, la densité des défenses et l'économie de guerre ont transformé l'offensive en opération de saignée. Les avancées de 2025–26 bien que faibles à l'échelle du pays et des promesses de 2022, ne sont pas insignifiantes, elles sont l'unité de mesure d'une guerre industrielle où le terrain se paie à un coût marginal devenu exorbitant. Une guerre où le gagnant n'est pas celui qui éblouit militairement, mais celui qui remplace, produit, recrute, et tient.

Loin d'être invincible, la Russie est capable de courber l'échine et de soutenir un effort démentiel, avec des pertes folles, ce qui lui donne un avantage. Mais la Russie paie cet avantage d'un prix stratégique que beaucoup sous-estiment, car elle gagne parce qu'elle s'est enfermée dans l'économie de guerre, et cette économie de guerre commence à surchauffer. Le paradoxe russe est le plus dangereux de tout le conflit : Moscou a besoin que la guerre s'arrête pour éviter l'épuisement, la rigidification et l'isolement... mais elle a aussi besoin qu'elle continue, parce que la guerre est devenue un pilier de cohésion, de redistribution et de légitimation du pouvoir. Elle a créé une dépendance. Elle a fabriqué un régime qui vit mieux en mobilisation qu'en normalité. Et un régime qui vit mieux en mobilisation ne conclut pas facilement une paix, surtout si cette paix ressemble à un retour à vide et une fausse victoire.

C'est la clé de la posture maximaliste de Poutine ici, car l'Occident croit souvent négocier un litige territorial ; mais Moscou négocie un statut, un

droit de regard, une hiérarchie. En demandant le Donbass en entier, la Russie impose un test de souveraineté. Le cessez-le-feu n'est pas, dans cette vision, un pont vers la paix, c'est un instrument pour figer, verrouiller, puis reprendre l'initiative plus tard, au moment jugé favorable. Poutine n'a pas atteint ses objectifs initiaux (annexer certains Oblasts, neutraliser durablement l'Ukraine, la subordonner politiquement, imposer une reconfiguration de l'ordre européen) et il ne peut pas, politiquement, se présenter devant son peuple en disant « il y a eu beaucoup de morts, et nous n'avons pas obtenu ce qui était promis ». Dans un système de force, l'aveu d'inutilité est plus dangereux que le coût.

Côté ukrainien, l'équation est tout aussi dure signer une perte de souveraineté sans garanties exécutoires, c'est acheter une instabilité intérieure et une reprise de guerre à moyen terme. Les Ukrainiens ont accepté des sacrifices colossaux ; ils n'accepteront pas facilement que ces sacrifices soient convertis, juridiquement, en capitulation sous conditions russes. Le rêve de retour du Donbass, ou de la Crimée et la trajectoire occidentale, n'a pas disparu ; il s'est simplement heurté à la dépendance à l'aide. Les Ukrainiens sont parfois moins bruyants que les Russes non parce qu'ils y croient moins, mais parce que leur survie dépend d'alliés.

C'est là qu'apparaît le problème de crédibilité, le vrai. Les garanties faibles invitent la guerre répétée ; les garanties fortes dissuadent, mais elles sont difficiles à offrir politiquement. On ne dissuade pas un État révisionniste avec des adjectifs ; on le dissuade en lui retirant l'option du test, et ainsi il faut des garanties fortes, qui seront difficiles à imposer à Poutine.

Ici, ce qui est réellement nouveau sous Trump n'est pas la magie, elle n'existe pas, mais l'introduction de trois éléments : deadlines, pression, architecture de deal. Il a mis la paix sur une table, sous forme de textes, de séquences, de mécanismes, plutôt que de simples messages. Il a rendu l'idée de cessez-le-feu visible d'une manière que peu de dirigeants avaient osé depuis juin 2022. C'est un mérite, même si la méthode choque, et même si les biais supposés pro-russes ont nourri la défiance. Mais Trump a aussi rencontré une limite

qu'il connaît mal, face à des forts, l'intimidation a moins d'effet qu'espéré. Et lorsqu'un dirigeant ne peut pas plier le fort, il est tenté de plier le dépendant, d'où une pression accrue sur Kiev, parce qu'elle est plus facile, moins coûteuse.

Tout cela nous ramène à l'issue la plus probable : un cessez-le-feu imparfait, sans souveraineté réglée, et donc une paix introuvable. Plusieurs options existent, mais aucune ne va dans le sens d'une paix durable et propre. .

Il reste une dernière ironie, peut-être la plus importante : plus la guerre devient industrielle et longue, plus elle révèle la fragilité des régimes qu'elle nourrit. La Russie avance parce qu'elle a mobilisé l'État et l'économie ; mais cette mobilisation crée sa dépendance, sa surchauffe, et un piège de sortie. L'Ukraine résiste parce qu'elle a transformé sa société ; mais cette transformation rend politiquement explosif tout accord qui ressemble à une abdication. Entre ces deux pièges, la paix parfaite est un mirage. La seule paix possible sera une paix gardée, non par des formules, mais par des mécanismes. Et la tragédie, si l'on échoue à l'admettre, est que ce conflit ne s'arrêtera pas parce que le monde le souhaite. Il s'arrêtera le jour où l'un des deux camps n'aura plus les moyens d'en payer le prix, ou le jour où l'adversaire lui aura retiré l'option de recommencer.

Par **Pierre Clairé**, Directeur Adjoint des études du Millénaire, spécialiste des questions internationales et européennes.

Crédit photo : [Vladimir Putin \(07-04-2021\)](#), de [kremlin.ru](#) , via Wikimedia Commons, sous licence CC BY 4.0.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*